



300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2946 - JEUDI 22 JUIN 2017

ELECTIONS EN DÉCEMBRE 2017

Le G7 menace, la majorité rassure



Les responsables du G7 au cours d'un point de presse

Pour la plate-forme proche de Moïse Katumbi, toutes les institutions tomberont dans l'illégitimité en cas de la non-tenue des élections en décembre 2017, la majorité présidentielle (MP), elle, rappelle que la loi fondamentale donne à l'actuel chef de l'Etat « le droit d'être là jusqu'à l'installation d'un nouveau président élu ». La seule manière de contourner la difficulté que posera alors l'illégitimité des institutions après décembre 2017, d'après le G7, sera d'organiser des élections sans Joseph Kabila.

Rappelant une des dispositions de l'Accord de la Saint-Sylvestre, la MP indique qu'il y est clairement stipulé que « le CNSA, le gouvernement et la Ceni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections » après le constat de la non-organisation des élections à échéance.

Page 3

ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LE KASAÏ

La résolution du Conseil des droits de l'Homme attendue ce jeudi



Le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein

La 35^e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies se poursuit à Genève en Suisse sur fond d'une grande controverse autour de l'envoi en RDC d'une commission d'enquête internationale chargée de faire la lumière sur les exactions commises au Kasai. La question divise les Etats participant à cette session du Conseil qui se tient à Genève.

D'un côté, un camp cristallisé autour des Etats africains soutient le plaidoyer congolais privilégiant une enquête initiée par la justice locale appuyée par l'ONU et, de l'autre, un groupe bâti autour des pays occidentaux, avec la France et le Royaume uni en première ligne, se dit favorable à la mise en place d'une enquête internationale.

Page 4

PORTRAIT

Rosy Sambwa, styliste lifestyle

Rosy Sambwa est styliste personnelle et créatrice de la marque « Kinses » (Contraction de Kinshasa-Bruxelles), dont les produits Lifestyle se déclinent en bijoux, linges de maison, design floral et petite maroquinerie. Les créations de la designer belgo-congolaise racontent chacune une histoire. Elles sont l'expression de la richesse de sa double culture ainsi que de la beauté de la mixité qui, selon elle, est devenue le style de vie de nombreuses personnes à travers le monde.

Le travail artistique de Rosy Sambwa, originaire de la RDC, née en France et grandi à Bruxelles (Belgique), est marqué par cette mixité de cultures dans laquelle elle a toujours vécu : dans sa famille, dans ses études et dans ses différentes rencontres professionnelles.

Page 5

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe accroche Supersport Utd à Pretoria

Le TP Mazembe ramène le point du match nul de son déplacement au Lucas Moripe Stadium de Pretoria face à Supersport Utd d'Afrique du Sud, en quatrième journée de la phase des poules de la Coupe de la Confédération 2017.

Les deux équipes sont quittées le 20 juin sur le résultat d'égalité de zéro but partout.

Horoya est actuellement premier du groupe avec 8 points, après sa victoire sur Mounana par zéro but à un en quatrième journée. Mazembe se retrouve en troisième position avec 6 points, même nombre de points avec Supersport Utd qui le devance à la suite d'un meilleur goal average. Les deux dernières journées de ce groupe seront décisives et très disputées entre les



Ben Malango n'a pas trouvé la faille dans la défense de Supersport Utd trois premiers classés, Mounana CF du Gabon étant déjà éliminé.

Page 7

CÉLÉBRATION

La Fondation Mwimba Texas fête la journée des albinos et ses dix ans

Une grande manifestation est prévue pour, le 28 juin, dans la salle du Jardin botanique de Kinshasa à Gombe en vue de fêter cet évènement à double impact pour l'ONG des albinos.

L'ONG des albinos de la RDC, la Fondation Mwimba Texas (FMT), célèbre la Journée internationale de sensibilisation à

la Fondation, qui porte son nom pendant dix neuf ans déjà, a permis à la RDC d'être considérée comme le pays modèle en ce qui concerne la considération et l'intégration des albinos. Mais, comme le souligne à chaque occasion le président de la FMT, beaucoup reste à faire. En regardant dans le rétroviseur, Mwimba Texas se

que la floraison des associations des albinos signifie que ces derniers ont finalement, par le travail abattu par lui et sa fondation comme précurseurs de ce mouvement, décidé de ne plus vivre cachés.

Le président de la FMT a, à cette occasion, remercié des personnalités et organisations, albinophiles, qui s'associent à ce combat pour le bien-être des albinos. Il a notamment cité l'ex-Premier ministre Matata Ponyo, la DG du FNPSS, Me Alice Mirimo Kabetsi, les pasteurs Cosma Wilungula, Sisi et Jean Nzita Kasi, la Fondation famille Gertler, KPM Cargo, Counterpart international, etc. Mwimba Texas a particulièrement montré reconnaissant à la DG du FNPSS qui, en plus de tout ce qu'elle fait pour les albinos en les personnes vulnérables en général, l'a reconnu comme pionnier dans cette lutte pour le bien-être des albinos, en lui décernant un diplôme de mérite, le 13 juin, lors de la célébration officielle de la Journée dédiée aux albinos.

Dans les perspectives d'avenir, la FMT a émis le souhait de faire les provinces du pays, en vue d'y mener cette mission de sensibilisation des albinos et de la société pour l'intégration des albinos. Déjà, le président Alphonse Mwimba Makiese est en contact avec Mgr Placide Lubamba Ndjibu, évêque de Kasongo, au Maniema, qui est à Kinshasa dans le cadre de ses responsabilités pastorales. Avec ce prélat qui participe à la réalisation de la mission de la Fondation, le président de la FMT entrevoit la possibilité d'un voyage pour une délégation de cette ASBL dans cette partie du pays. Dans cette optique, un message est lancé aux personnalités et organisations pour aider à la réalisation de cette ambition.

Lucien Dianzenza



Mwimba Texas et Mgr Placide Lubamba Ndjibu

l'albinisme et son 19e anniversaire. Cette ASBL attend pour cette activité près de mille cinq cents albinos dont les représentants des autres provinces du pays ainsi que plusieurs invités de marque.

Au cours de cette manifestation, la FMT ne dérogera pas à ce qui est devenu une obligation pour elle, à côté des messages de sensibilisation, la distribution des crèmes solaires, des parasols, des lunettes solaires ainsi que d'autres produits pharmaceutiques pour assurer la protection des albinos contre les rayons solaires, ennemi numéro 1 des albinos, qui provoquent le cancer de la peau, cette maladie qui ravage à travers le monde.

Un travail titanesque

Le travail abattu par le catcheur albinos Mwimba Texas et la

rappelle de l'interpellation de certains de ses semblables, il y a près de dix-neuf ans, qui voulaient décourager cette initiative de mettre des albinos ensemble. « A ce moment là, ils me reprochaient cette idée de vouloir réunir des albinos. Déjà un albinos dans la rue ou dans la cité constitue un évènement, me disaient-ils, et vous, vous voulez mettre plusieurs albinos ensemble pour que le monde nous haïssent davantage ? », raconte le catcheur albinos.

Dix-neuf ans après cette initiative, Mwimba Texas salue l'évolution par rapport à la situation des albinos en RDC. « Nous-mêmes, les albinos, nous sommes, à la majorité, décomplexés. Nous avons accepté notre condition d'albinos et nous avons convaincu la société pour qu'elle nous accepte en tant que tels », a-t-il souligné, notant également

GENRE

Des recommandations idoines issues de la troisième édition de Café-genre

Ce café de presse organisé récemment par l'ONU/Femmes en collaboration avec l'Union européenne en RDC au chapiteau du collège Boboto a été un cadre d'échange entre les différentes personnalités impliquées dans le combat de la femme.

Former politiquement la femme et la fille congolaises, poursuivre l'engagement pris dans le combat de la femme, mettre en place des données des compétences féminines, adopter de nouvelles stratégies et associer des hommes dans les initiatives, mettre en place un quota effectif, s'investir et agir dans la jeunesse, organiser un café -genre pour les décideurs, etc., sont autant de recommandations issues de la troisième édition de café de presse qui vient d'être organisé par l'ONU Femmes en collaboration avec l'Union européenne en RDC au chapiteau du collège Boboto.

Placé sur le thème «La participation politique des femmes et mouvement féminin dans le contexte des élections et de la décentralisation en RDC», ce café de presse a été un cadre d'échange entre les différentes personnalités impliquées dans le combat de la femme. Pour la ministre du Genre, Famille et Enfant, Chantal Safu, ce café de presse qui se déroule au moment où l'on assiste à l'opération de l'identification et d'enrôlement des électeurs est une opportunité pour repérer « toutes ces femmes à la base à Kinshasa et à travers les provinces pour mener des réflexions pertinentes pour le combat de la femme ».

Plus les femmes seront nombreuses, dira-t-elle, plus elles vont influencer sur la scène politique du pays. « Les femmes n'ont pas droit à l'erreur », insiste-t-elle. De son côté, la représentante de l'ONU-Femmes, Awa Ndiaye Seck fait savoir que cette réflexion offre un espace d'échange sur les problèmes du genre, de la femme et de la jeune fille. « L'ONU-Femmes accorde de l'importance à cette activité parce qu'il élabore sa feuille de route. Raison pour laquelle il considère les priorités en tenant compte des besoins des femmes et des jeunes filles dans le processus électoral ainsi que la promotion sur l'égalité des sexes ».

La nécessité d'un mouvement féminin en RDC

Membre du conseil consultatif de l'ONU-Femmes, Faïda Mwangilwa laisse entendre qu'un mouvement féminin en RDC est une urgence, une nécessité. Tout en parlant de la socialisation de la vie politique, Faïda a reconnu que les femmes sont majoritaires mais l'objectif visé est que ces femmes occupent des postes de responsabilité. La participation politique de la femme, renchérit-elle, est un droit. Les femmes doivent travailler durement avec des nouvelles stratégies interprofessionnelles. Elle a, par ailleurs, plaidé pour la poursuite du combat pour un objectif commun. Car ce genre de combat concerne toutes les femmes sans exception. Revenant sur le mouvement social féminin en RDC, le Pr Bernard Lututala a reconnu qu'il souffre de plusieurs problèmes. Il faut alors faire une analyse sur les forces, faiblesses, opportunités et les atouts pour mener à la lutte.

Quant à l'experte en autonomisation de la femme, Solange Masumbuko, la participation politique des femmes passe nécessairement par un mouvement social. Elle reste convaincue que « cette lutte doit continuer pour aboutir aux résultats escomptés. Elle recommande aux femmes de se préparer en tant qu'électrices, candidates pour faire changer les choses ».

Aline Nzuzi

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maoakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhads

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTIONS EN DÉCEMBRE 2017

Le G7 menace, la majorité rassure

Alors que pour la plate-forme proche de Moïse Katumbi, toutes les institutions tomberont dans l'illégitimité en cas de la non-tenu des élections en décembre 2017, la majorité présidentielle, quant à elle, rappelle que la loi fondamentale donne à l'actuel chef de l'Etat « le droit d'être là jusqu'à l'installation d'un nouveau président élu ».

Les élections auront-elles lieu au mois de décembre ? Cette question, de nombreux congolais se la posent sans forcément avoir la réponse requise. Nonobstant les assurances de la centrale électorale, le scepticisme semble de plus en plus s'installer dans les esprits eu égard à certains préalables non encore satisfaits dans le cadre du processus électoral. Il s'agit, entre autres, de la loi électorale revisitée qui tarde à être publiée et celle sur la répartition des sièges au sein de l'Assemblée nationale, un pré-requis important pour l'organisation des élections. Des voix ne cessent de s'élever dans les différents regroupements politiques, particulièrement ceux de l'opposition, pour exprimer

des craintes, somme toute justifiées, en rapport avec l'hypothétique tenue des élections en décembre.

C'est le cas entre autres du G7, la plate-forme affiliée au Rassemblement de l'opposition, qui n'a pas hésité à douter publiquement mardi, par la voix de son président Pierre Lumbi, sur la capacité de la Céni à organiser les élections d'ici la fin de l'année. Pour cette plate-forme politique, tout concourt, au regard des faits, à l'hypothèse de la non-tenu des scrutins en décembre et présente, d'ores et déjà, son schéma si rien n'est fait à cette échéance. La seule manière de contourner la difficulté que posera alors l'illégitimité des institutions sera, d'après le G7, d'organiser

des élections sans Joseph Kabila. En fait, à en croire Pierre Lumbi, les institutions actuelles ne sont légitimes que sur la base de l'Accord signé le 31 décembre 2016 lequel a fixé la tenue des élections au plus tard le 31 décembre 2017.

Dépassée cette date sans respecter l'échéance électorale prescrite dans ledit accord plongerait les institutions et leurs animateurs dans l'illégitimité, a martelé Pierre Lumbi. Et de soutenir qu'il n'y aura pas un troisième dialogue d'autant plus qu'il n'y aura plus matière à négocier. Et par rapport justement aux élections envisagées sans Joseph Kabila, le G7 souhaite qu'elles soient organisées sous la supervision des Nations unies afin d'en garantir la crédibilité. Par ailleurs, le G7 compte lancer des actions de mobilisation populaire et de désobéissance civique, conformément à l'article 64 de la Constitution si la Commission électorale na-

tionale indépendante n'a pas clôturé les opérations d'identification et d'enrôlement, ni publié le calendrier électoral au 31 juillet 2017.

Des propos mal digérés par la majorité présidentielle qui, à l'opposé, soutient que la source du pouvoir ou mieux de la légalité et de la légitimité des animateurs des institutions n'est autre que la Constitution. Un des cadres de la plate-forme présidentielle est monté au créneau pour rejeter l'approche du G7 en rapport avec les élections en soutenant que la loi fondamentale donne à l'actuel chef de l'Etat « le droit d'être là jusqu'à l'installation d'un nouveau président élu ». François Nzekuye cité par radio Okapi s'est même interrogé sur la pertinence des propos du président du G7 qui feint d'ignorer que « l'organisation des élections est réglée et par la Constitution, et par l'accord de la Saint-Sylvestre

» dont son regroupement politique est signataire. « *Quel pouvoir ont-ils d'exiger ? Qui sont-ils pour exiger et auprès de qui ils vont exiger ?* », s'est interrogé ce député de la majorité présidentielle.

Rappelant une des dispositions de l'Accord de la Saint-Sylvestre, ce cadre de la MP indique qu'il y est clairement stipulé que « *les élections doivent avoir lieu en décembre 2017* » et que « *le CNSA, le gouvernement et la Céni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections* ». Dans l'hypothèse de plus en plus plausible du non-respect de l'échéance de décembre 2017 pour l'organisation des scrutins pour des raisons diverses, les institutions précitées sont appelées à se retrouver pour trouver une voie de sortie en fixant un nouvel échéancier.

Alain Diasso

RDC

L'ONU accuse les autorités d'armer une milice menant d'horribles attaques

«Je suis consterné par la création et l'armement d'une milice, Bana Mura, qui soutiendrait les autorités dans la lutte» contre la rébellion Kamwina Nsapu, «mais qui a mené des attaques horribles contre des civils des groupes ethniques luba et luluwa», a déclaré M. Zeid, devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève. Un porte-parole de l'ONU a indiqué à l'AFP qu'il n'était pas clair qu'elles étaient les autorités qui avaient apporté leur soutien à cette milice.

Le haut commissaire a redemandé l'ouverture d'une enquête internationale, alors que le Conseil des droits de l'Homme devrait se prononcer jeudi ou vendredi sur un projet de résolution en ce sens, à la demande de l'Union européenne. Un représentant des Etats-Unis a apporté mardi son soutien à une telle enquête.

La RDC y est fermement opposée et a envoyé lundi à Genève son ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, pour convaincre les diplomates de voter contre et pour leur garantir que « *le gouvernement est déterminé à mener les différentes enquêtes* ». La ministre congolaise des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa-Likulua, a indiqué mardi au Conseil que le gouvernement « *accepte d'accueillir sur son sol une équipe d'enquêteurs des Nations unies, venant en appui à la justice congolaise* ». Elle a également assuré qu'« *on cherche les fosses communes partout, sauf là où elle pourrait exister réellement, accusant les Kamwina Nsapu de commettre des véritables boucheries humaines* ». Alar-

mé par les rapports faisant état d'atrocités et étant donné les difficultés d'accès pour aller dans le Kasai, le haut-commissaire a décidé, la semaine dernière, d'envoyer dans la région une équipe d'enquêteurs pour rencontrer des réfugiés ayant fui les violences.

« *Les réfugiés de plusieurs villages du territoire de Kamonya ont indiqué que les Bana Mura ont au cours des deux derniers mois tués, mutilés ou brûlés à mort des centaines de villageois et ont détruit des villages entiers* », a affirmé M. Zeid. Dans le village de Cinq, la milice aurait été mise sur place par un « *chef local bien connu, qui a fourni des machettes, des fusils*

«Les réfugiés de plusieurs villages du territoire de Kamonya ont indiqué que les Bana Mura ont au cours des deux derniers mois tués, mutilés ou brûlés à mort des centaines de villageois et ont détruit des villages entiers»



Le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein

de chasse et du carburant», a-t-il dit, assurant que « *des attaques similaires semblent avoir eu lieu dans plus de 20 villages à Kamonya au cours des deux derniers mois* ».

D'après l'ONU, de nombreuses victimes et des témoins ont déclaré que la milice « *était organisée et armée par les autorités locales* ». « *Les victimes ont également signalé que des membres des unités locales de l'armée et de la police congolaises, ainsi*

« *des chefs traditionnels, étaient présent lors des attaques des Bana Mura, et ont déclaré que des agents de l'Etat étaient impliqués dans l'armement et la direction de la milice* », a affirmé le haut commissaire. Il a également accusé la rébellion Kamwina Nsapu d'utiliser des enfants soldats, certains ayant à peine 7 ans, et d'avoir commis de « *graves abus* » ces derniers mois.

Avec AFP

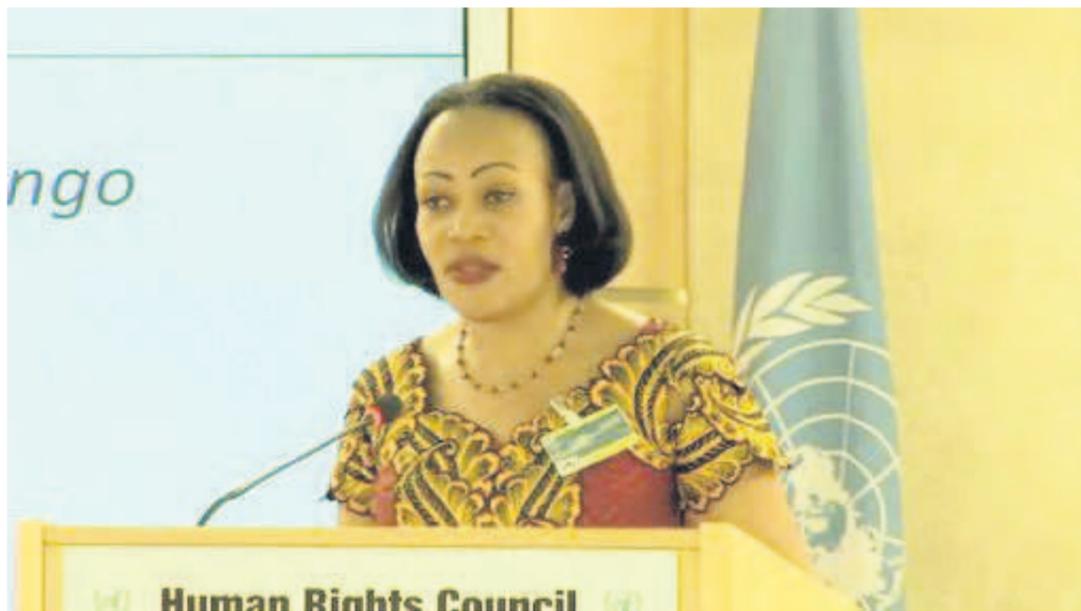
ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LE KASAÏ

La résolution du Conseil des droits de l'Homme attendue ce jeudi

Une fois adoptée, cette résolution pourrait constituer une piste de solution efficace susceptible de mettre un terme à l'insécurité qui prévaut dans la région dans une perspective de restauration intégrale de la paix longtemps hypothéquée.

La 35^e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies se poursuit à Genève en Suisse sur fond d'une grande controverse autour de l'envoi en RDC d'une commission d'enquête internationale chargée de faire la lumière sur les exactions commises au Kasai, lesquelles exactions ont coûté la vie, au mois de mars, à deux experts de l'ONU. Cette problématique a été au centre des discussions avec, d'un côté, un camp soutenant le plaidoyer congolais privilégiant une enquête initiée par la justice locale appuyée par l'ONU, et de l'autre, un groupe favorable à la mise en place d'une enquête internationale. Autant dire que la question du Kasai divise les Etats participant à la 35^e session du Conseil où le gouvernement congolais est placé, comme qui dirait, au banc des accusés.

Sans ambages, la ministre des Droits humains, Marie Ange Mushobekwa a, dans son intervention, réitéré la posi-



Marie Ange Mushobekwa

tion officielle de la RDC qui veut garder le leadership de cette enquête pour n'accepter qu'un appui technique de l'ONU. Le gouvernement congolais, a-t-elle déclaré, « accepte d'accueillir sur son sol une équipe d'enquêteurs des Nations unies venant en appui à la justice congolaise », tout en précisant que « cet appui sera technique et/ou logistique », et que la justice congolaise gardera le leadership de ces enquêtes. Une position qui est loin d'être partagée par d'autres Etats membres qui soutiennent le plaidoyer du haut-commissaire pour le déploiement

d'une enquête internationale indépendante en RDC. Tel est notamment le cas de la France qui milite pour une résolution robuste contre la RDC autorisant l'envoi d'une enquête internationale pour faire toute la lumière sur les violations graves, notamment sur l'existence de plus de quarante fosses communes. Le Royaume-Uni aussi s'est prononcé en faveur d'une enquête internationale indépendante en RDC.

Solidaires, les Etats africains ont fait chorus quant à la nécessité de privilégier les juridictions nationales dans la

conduite de cette enquête à l'instar de l'Egypte qui a encouragé la RDC à poursuivre ses enquêtes. Il faut épuiser les recours à travers des mécanismes nationaux avant de prendre d'autres mesures, a indiqué le délégué égyptien à ces assises pendant que d'autres représentants africains ont préféré mettre plus d'emphase sur les efforts du gouvernement à mettre fin à la crise dans le Kasai. Malheureusement, ces efforts ont été volontairement passés sous silence par la communauté internationale qui aurait un agenda caché dans le dossier

kasaien, se convainquent un certain nombre d'Africains.

Le Botswana s'est dit encouragé par l'engagement du gouvernement à mener des enquêtes et à travailler avec le Conseil des droits de l'Homme. Le Togo s'est félicité des mesures diligentes prises par le gouvernement pour faciliter les enquêtes sur les abus commis au Kasai, avec l'assistance de la Monusco. Le Soudan a salué les efforts du gouvernement congolais visant à diligenter des enquêtes sur les violations des droits de l'Homme, ainsi que la mise en place d'une commission nationale. D'une manière générale, les Etats africains se sont montrés solidaires vis-à-vis de la RDC tout en dénonçant l'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures du pays ainsi que la politisation des droits de l'Homme par le Conseil.

Sauf changement, c'est ce 22 juin que la résolution du Conseil des droits de l'Homme sur les violences au Kasai est attendue. Une fois adoptée, cette résolution pourrait constituer une piste de solution efficace afin de mettre un terme à l'insécurité dans la perspective de la restauration intégrale de la paix au Kasai.

Alain Diasso

EPSP

Un périple du ministre Musemena dans l'est de la RDC

Le patron de l'EPSP supervise la session ordinaire de l'édition 2017 des examens d'Etat, après le go donné à partir du Kongo central, à Mbanza-Ngungu.

Après avoir lancé la session ordinaire de l'examen d'Etat édition 2016-2017 avec le Premier ministre à Mbanza-Ngungu, dans le Kongo Central, le Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena Bongala, est arrivé le 20 juin à Goma dans le Nord-Kivu.

Ici, le patron de l'EPSP est venu superviser la tenue de ces épreuves de quatre jours dans cette partie du pays. Nord-Kivu, note-t-on, compte près de 52 mille candidats.

Après son accueil par la ministre provinciale de l'Education Adèle Bazizane Maheshe, les autres membres de la famille éducationnelle du Nord-Kivu et les militants



Le ministre Musemena accueilli à l'aéroport de Goma

du PPRD, son parti politique, le ministre Musemena s'est rendu au gouvernorat

de province où il s'est entretenu avec le vice-gouverneur Feller Lutaichirwa, avant de

procéder à la remise symbolique des diplômes d'Etat, édition 2012, aux lauréats du

Nord-Kivu via le vice-gouverneur de province.

Ce geste vise, pour Gaston Musemena, de combler le vide de 5 éditions de ces examens et ce document qui sanctionnent la fin des humanités en RDC. Cela permettra, rassure-t-on, aux nombreux finalistes de régulariser leurs dossiers au niveau de leurs institutions d'enseignement supérieur et universitaire tant au niveau du pays qu'à l'extérieur.

Le ministre s'est, par ailleurs, engagé de vider les arriérés avant de normaliser la situation. Il est signalé qu'après Goma où la prochaine étape consiste à visiter trois centres, le Patron de l'EPSP ira clôturer les quatre jours de la session ordinaire des examens d'Etat à Kisangani, chef-lieu de sa province de la Tshopo.

Lucien Dianzenza

PORTRAIT

Rosy Sambwa, styliste lifestyle

Rosy Sambwa est styliste personnelle et créatrice de la marque « Kinses » (Contraction de Kinshasa-Bruxelles), dont les produits Lifestyle se déclinent en bijoux, linges de maison, design floral et petite maroquinerie. Les créations de la designer belgo-congolaise racontent chacune une histoire. Elles sont l'expression de la richesse de sa double culture ainsi que de la beauté de la mixité qui, selon elle, est devenue le style de vie de nombreuses personnes à travers le monde.

Le travail artistique de Rosy Sambwa, originaire de la RDC, née en France et a grandi à Bruxelles (Belgique), est marqué par cette mixité de cultures dans laquelle elle a toujours vécu : dans sa famille, dans ses études et dans ses différentes rencontres professionnelles. « *La mixité est familiale. Le père de ma grand-mère était assistant médical (chirurgien sans en porter officiellement le titre parce qu'il était noir.) Il vivait dans la province de l'Équateur et devait puiser dans deux cultures en s'assurant face aux regards pas toujours compréhensifs* », confie Rosy Sambwa, dont le rêve d'enfance était d'étudier le stylisme à Paris. Elle a réalisé ce rêve en intégrant l'École supérieure des arts et techniques de la mode (Esmo Paris) qui, depuis plus de 170 ans, forme les acteurs internationaux de ce secteur. « *Les études datent, et ce n'est plus par elles que je me définis, même si j'aime me former et continue régulièrement à le faire* », explique celle qui a également étudié la bijouterie contemporaine à « *Alchimia Scuola* » de Florence (Italie) et suivi une formation en infographie à l'Institut Saint-Luc, une école d'arts à Bruxelles. Rosy Sambwa, dont le travail de styliste personnelle est axé business et personal branding, est une artiste aux multiples casquettes, qui réalise des bijoux (avec une prédilection pour les pièces uniques et petites séries). L'un de ces bijoux, une pièce unique, a été ainsi récemment remis en cadeau à la première dame du Niger, le Dr Lalla Malika Issoufou, qui recevait à Bruxelles le prix de l'Union des femmes africaines (UFA), devant un parterre de personnalités du monde politique, culturel et associatif. « *En ouvrant la boîte, son visage s'est illuminé et elle a tenu à ce que je lui sois présentée en pleine cérémonie afin que je puisse mettre le collier à son cou. C'était sa manière de me remercier, en me mettant en lumière. Elle m'a, par la suite, fait parvenir un cadeau, symbole de la culture et de l'artisanat de son pays* ». En dehors des bijoux, Rosy Sambwa crée du linge de maison et réalise du design floral pour des événements, des mariages ou des entreprises. « *Mes clients peuvent être aussi différents que des femmes dont le travail fait qu'elles sont en vue, une maison de*

couture, une chaîne de magasin low cost, un traiteur, une compagnie de téléphonie, une banque, une pâtisserie, etc. Qu'ils souhaitent des fleurs, des bijoux-sculptures ou des conseils, Je reste à l'écoute de la même manière, quelle que soit la demande, je garde en tête la globalité de mon travail ».

Conseillère en style vestimentaire pour femmes

La fondatrice de « *Kinses* » conseille des femmes actives et dynamiques pour, affirme-t-elle, que leur style, lors des événements ou des étapes professionnelles importantes, soit en adéquation avec leurs compétences et fonctions, leurs personnalités, goûts et féminité, le lieu où elles se rendent, les personnes présentes et celles auxquelles elles s'adressent. En outre, Rosy Sambwa conseille également, lors d'inaugurations de magasins, les invitées de l'un de ses clients, un groupe qui possède 80 magasins à prix doux. « *M'adresser à différents types de femmes est important, c'est un bel exercice. Néanmoins, réaliser des illustrations reste mon violon d'Ingres, je dessine depuis mon plus jeune âge* », explique la designer. En effet, la passion de Rosy Sambwa pour la mode remonte à son enfance à Kinshasa, lorsqu'elle admirait les produits conçus par la « *Kin Confection* », société créée par sa mère, Georgine Lutay Kanza, l'une des premières femmes présentatrices du journal télévisé du Congo. « *Les couturières réalisaient des uniformes scolaires et des pyjamas. J'aimais y traîner et discuter avec elles* », se rappelle celle qui, aujourd'hui, est en mesure de coudre, même si elle déclare « *détester ça* », de concevoir des bijoux, et de nombreuses autres choses. Elle déclare, à un moment donné, s'être sentie perdue avec cette envie de tout faire. « *Je ne comprenais pas ce besoin de tout faire et un jour, je suis tombée sur un passage dans la Bible qui parle d'artisans «qualifiés pour Toutes Sortes d'ouvrages !» J'ai récupéré la phrase* ». Et des choses, Rosy Sambwa en a faites depuis le temps où était étudiante, elle faisait ses stages dans les showrooms de Paco Rabanne ou Capucine Puerari et était habilleuse dans plusieurs prestigieux défilés. Elle a, depuis lors, participé deux fois au Ghana Fashion Week sponsorisé par le Vogue, où, en compagnie de dix autres créateurs autour d'une table, elle a pu échanger avec Bethan Ardisson (mentor de Naomi Campbell), un des premiers mannequins noirs à avoir eu une carrière internationale et collaboratrice d'Anna Wintour, grande prêtresse de la mode et toute puissante rédactrice en chef du magazine Vogue depuis 30 ans. Rosy Sambwa a également réalisé son premier collier pour homme pour le chanteur congolais



Fally Ipupa.

Apprendre de ses échecs

Le 12 septembre 2001, au lendemain des attentats contre le World Trade Center aux USA, un pilote lui a offert du champagne parce qu'elle était l'une des deux personnes à n'avoir pas annulé son vol vers Florence, où elle se rendait pour réaliser des échantillons textiles pour une usine. « *J'allais à Florence sans parler italien. L'usine est un monde d'hommes, majoritairement autour de la cinquantaine. Ce fut un échec. Mais j'aimais Florence, j'ai pris des cours de langue et culture italienne puis de bijouterie contemporaine. J'ai commencé à broder et à réaliser mes premiers sacs. Mon salon était transformé en atelier, une amie et moi y brodions* », se rappelle Rosy qui apprécie également la bonne cuisine, la culture, les découvertes, la marche et les espaces verts. De retour à Bruxelles, elle devient l'assistante d'un styliste réputé dont elle fait la connaissance presque par hasard. « *Je montrais la vitrine de sa boutique à une connaissance, en expliquant aimer son travail quand un passant nous a abordé, me disant qu'il le connaissait, qu'il cherchait des candidats, il m'a fixé rendez-vous. Ce styliste avait un caractère très particulier, une exigence très difficile à satisfaire, j'ai appris la rigueur et l'idée que l'à peu près est un choix. Cela ne prend parfois pas énormément plus de temps de bien faire les choses, c'est une question de respect dû au client et ce respect paye* », note la designer. Néanmoins, elle met fin à cette aventure professionnelle quelques mois après l'arrivée de très gros investisseurs dans l'entreprise du styliste, car grâce à une copine, elle est engagée pour créer la ligne d'accessoires d'importateurs de montres de luxe. « *Ce fut une expérience qui m'a beaucoup appris, sur les montres et sur les rapports humains* ».

Collaboratrice pour des magazines

De 2007 à 2009, Rosy Sambwa, collabore avec « *Cœur d'Afrique*

», la version féminine du magazine politique « *Cœur d'Afrique* » pour lequel elle rédige de petits compte-rendus sur ses sorties culturelles. Au cours de la même période, elle travaille avec le magazine « *C-Retro-Actuel* », créé par grand-frère Tito Kanza et qui faisait le parallèle entre l'actualité passée et présente. Elle est chargée de rendre cette publication plus attractive. Et le magazine fait peau neuve : nouveau graphisme, changement du format et d'image, ajout des pages culturelles dont elle s'occupe personnellement, mode de distribution plus traditionnelle. Cette expérience lui permet de rencontrer et de mettre en avant différentes personnalités notamment le chef cuisinier Christian Baby Yumbi, l'artiste Kamini, le rappeur Faf La Rage, le mannequin, danseur et styliste Imane Ayissi, la chanteuse Vitaa ou encore Fabrice Mahabo, créateur de la marque Black-up, la 1ère ligne de maquillage professionnelle dédiée aux peaux noires, Jérôme Efont Nzolo, le premier arbitre africain à avoir été primé en Belgique, la liste est longue. « *C'est une période riche en rencontres. En tant qu'artiste, je posais mes questions avec ce point de vu. Je demandais aux gens ce dont ils voulaient parler, ce qu'ils voulaient mettre en avant. Le but était, à ce moment là, de faire entendre une autre voix, de donner de l'espoir, aussi et ces personnes étaient intéressées, parce qu'elles n'avaient pas non plus énormément de place où s'exprimer. J'aime mettre en avant la beauté de la culture et les talents, cela fait naître l'espoir* », précise l'artiste, fan de Dries Van Noten, un des créateurs qui l'inspirent le plus.

Retour aux sources à Kinshasa

En 2009, elle rentre à Kinshasa, une ville qu'elle connaît peu. Elle se met à son compte par la force des choses, son CV étant essentiellement tourné vers l'art et la culture et ce sont surtout les banques et compagnies aériennes qui engagent à ce moment là. Sa petite équipe se monte peu à peu, le menuisier du coin qui lui parle

du ferronnier, qui lui présentera un peintre, etc. elle réalise des meubles et aménage le salon d'un particulier gratuitement pour montrer son savoir-faire. À la faveur de cet aménagement, elle fait la connaissance de la responsable du Corporate de l'entreprise de télécommunication Tigo, grâce à qui elle obtient un marché : aménager les bureaux du Corporate de cette entreprise. Cela semble trop beau, c'est exactement comme ça que ça s'est passé, sans connaître plus de 2 personnes sur place. Les tractations ont duré des mois, ce qui fait que lorsque j'ai commencé chez Tigo, j'avais eu le temps d'aménager des maisons particulières. Grâce à ses différentes collaborations notamment avec un architecte, elle est engagée comme consultante par l'équipe qui aménageait les bureaux de la haute direction de la Banque centrale du Congo (BCC). Une émotion bien particulière pour la designer, puisque son père, aujourd'hui décédé, a été gouverneur de la BCC pendant plusieurs années. « *C'était émouvant de me retrouver, le jour de l'anniversaire de ma mère en train de conseiller l'aménagement de l'ancien bureau de mon père. Personne, en dehors de la personne qui m'avait engagée, ne connaissait ma filiation, ils ne comprenaient donc pas mon émotion face aux souvenirs d'enfance flous qui refaisaient surface* ».

Un travail artistique marqué par la mixité

De retour à Bruxelles, Rosy renoue avec la conception de linge de maison, travaille à nouveau avec les importateurs de montres haut de gamme, imagine et monte des projets de boutiques éphémères, expose ses bijoux dans des parcours Design, Galerie d'art ou encore dans un Musée... Elle a également posé pour le livre Beautiful – Portraits de la Beauté Noire, du photographe franco-camerounais Mario Epanya « *C'est un beau cadeau, que de faire partie de ce livre, pour ce qu'il représente et pour la vision respectueuse qu'il offre* ». Mario a, en tant que photographe, une belle reconnaissance professionnelle. Poser pour lui est en droite ligne avec mon offre « *Lifestyle* », une opportunité de faire les choses à ma manière. Proposant un luxe simple et qualitatif, la collaboration devait être dans la même veine, sans besoin d'en faire trop. Mon parcours est une école de vie où j'apprends la sagesse, les relations humaines et la persévérance. Les valeurs transmises par mes parents, cette fierté de ma double culture, cette envie de la partager et la faire connaître, sans parler de la certitude qu'ils m'ont inculqué « *il n'est pas nécessaire d'écraser les autres pour y arriver. Mon père me répétait qu'il fallait chercher la satisfaction dans ce que l'on accomplit et apporte* », conclut Rosy Sambwa.

Patrick Ndongidi

GENRE

Des recommandations idoines issues de la troisième édition de Café-genre

Ce café de presse organisé récemment par l'ONU/Femmes en collaboration avec l'Union européenne en RDC au chapiteau du collège Boboto a été un cadre d'échange entre les différentes personnalités impliquées dans le combat de la femme.

Former politiquement la femme et la fille congolaises, poursuivre l'engagement pris dans le combat de la femme, mettre en place des données des compétences féminines, adopter de nouvelles stratégies et associer des hommes dans les initiatives, mettre en place un quota effectif, s'investir et agir dans la jeunesse, organiser un café -genre pour les décideurs, etc., sont autant de recommandations issues de la troisième

édition de café de presse qui vient d'être organisé par l'ONU Femmes en collaboration avec l'Union européenne en RDC au chapiteau du collège Boboto. Placé sur le thème «La participation politique des femmes et mouvement féminin dans le contexte des élections et de la décentralisation en RDC», ce café de presse a été un cadre d'échange entre les différentes personnalités impliquées dans le combat de la femme. Pour la ministre du Genre, Famille et Enfant, Chantal Safu, ce café de presse qui se déroule au moment où l'on assiste à l'opération de l'identification et d'enrôlement des électeurs est une opportunité pour repérer « toutes ces femmes à la base à Kinshasa et à travers

les provinces pour mener des réflexions pertinentes pour le combat de la femme ».

Plus les femmes seront nombreuses, dira-t-elle, plus elles vont influencer sur la scène politique du pays. « Les femmes n'ont pas droit à l'erreur », insiste-t-elle. De son côté, la représentante de l'ONU-Femmes, Awa Ndiaye Seck fait savoir que cette réflexion offre un espace d'échange sur les problèmes du genre, de la femme et de la jeune fille. « L'ONU-Femmes accorde de l'importance à cette activité parce qu'il élabore sa feuille de route. Raison pour laquelle il considère les priorités en tenant compte des besoins des femmes et des jeunes filles dans le processus électoral ainsi que la promotion sur l'égalité des sexes ».

La nécessité d'un mouvement féminin en RDC

Membre du conseil consultatif de l'ONU-Femmes, Faïda Mwangilwa laisse entendre qu'un mouvement féminin en RDC est une urgence, une nécessité. Tout en parlant de la socialisation de la vie politique, Faïda a reconnu que les femmes sont majoritaires mais l'objectif visé est que ces femmes occupent des postes de responsabilité. La participation politique de la femme, renchérit-elle, est un droit. Les femmes doivent travailler durement avec des nouvelles stratégies interprofessionnelles. Elle a, par ailleurs, plaidé pour la poursuite du combat pour un objectif commun. Car ce genre de combat concerne toutes les

femmes sans exception. Revenant sur le mouvement social féminin en RDC, le Pr Bernard Lututala a reconnu qu'il souffre de plusieurs problèmes. Il faut alors faire une analyse sur les forces, faiblesses, opportunités et les atouts pour mener à la lutte.

Quant à l'experte en autonomisation de la femme, Solange Masumbuko, la participation politique des femmes passe nécessairement par un mouvement social. Elle reste convaincue que « cette lutte doit continuer pour aboutir aux résultats escomptés. Elle recommande aux femmes de se préparer en tant qu'électorales, candidates pour faire changer les choses ».

Aline Nzuzi

CYCLISME

Le cinquième Tour de la RDC tend vers sa fin



Vue d'une étape du Tour de la RDC 2017

Le cinquième tour cycliste international de la RDC tire déjà à sa fin avec la sixième étape courue, le 21 juin, entre Kisantu dans la province du Kongo central et Mitendi aux encablures de Kinshasa, sur une distance de 80 km sur la Nationale n°1. La cinquième étape partait, le 20 juin, de Masimanimba dans la province de Kwilu, à Kenge chef-lieu de la province de Kwango, deux nouvelles provinces issues du découpage.

Et c'est le Tunisien Nouisi Ali de l'équipe belge du Tour qui l'a emporté en solitaire, couvrant les 127 km en 3 h09'. Il a été suivi par un équipier du team belge, Ben Nassem. Le Congolais Jimmy Muhindo a franchi la ligne d'arrivée en sixième position. Le français Noël Richet a conservé le maillot jaune, au terme de la cinquième journée.

L'on apprend qu'une réunion technique s'est tenue mercredi à Kisantu afin de décider de la fin ou pas du cinquième Tour international de la RDC à l'étape de Mitendi.

Sinon, le Tour s'achèverait comme lors des précédentes éditions, sur le boulevard Triomphal à Kinshasa. L'on attend avoir les conclusions de cette importante réunion des organisateurs du cinquième Tour cycliste international de la RDC.

Martin Enyimo

FOOTBALL-TRANSFERT

Mbokani face au nîet d'Olympiakos à cause des blessures

On l'avait annoncé à Olympiakos de Pirée en Grèce. Finalement, Dieumerci Mbokani n'a pas signé au club d'Athènes. L'attaquant international congolais de 31 ans n'a pas satisfait aux tests médicaux, indique-t-on.

L'on apprend que Mbokani a une blessure au niveau du genou, Olympiakos n'a pas voulu prendre ce risque de l'engager avec la blessure. Selon les médias grecs, « il a un problème au cartilage des deux genoux. Il ne serait pas prêt pour les préliminaires de la Ligue des Champions ». L'on apprend qu'il avait déjà subi une opération au cartilage d'un des genoux.

Et la saison dernière à Hull City, il a surtout eu des blessures aux ischioles. L'hésitation d'Olympiakos pourrait susciter le doute d'autres clubs qui s'intéressaient au joueur. Notons qu'il avait aussi des contacts avec des clubs turcs. Avec le club athénien, il devrait s'engager pour une année avec option d'achat, de manière à se relancer sous la houlette de l'actuel entraîneur d'Olympiakos, Besnik Hasi, qu'il avait connu à Anderlecht lorsque ce dernier était entraîneur adjoint. Cela allait être un bon challenge pour le Congolais après une saison quasi catastrophique à Hull City où il n'a fait que quatre apparitions en Premier League. Il est donc retourné au Dynamo Kiev en



Dieumerci Mbokani

Ukraine, club à qui il appartient, en attendant une autre opportunité et, bien sûr, continuer des soins. Le club ukrainien devrait donc rapidement trouver une solution

pour ce joueur qui a encore trois ou quatre ans de carrière, lui qui avait marqué les esprits au Standard de Liège et à Anderlecht en Belgique.

M.E.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe accroche Supersport Utd à Pretoria

Bien qu'ayant bien résisté aux offensives de Supersport Utd à Pretoria, le TP Mazembe, qui n'a pas encaissé de but au cours de cette partie de la quatrième journée, quitte la première place du groupe pour la troisième, ayant le même nombre de points que le club sud-africain qui occupe la deuxième place.

Le TP Mazembe ramène le point du match nul de son déplacement au Lucas Moripe Stadium de Pretoria face à Supersport Utd d'Afrique du Sud, en quatrième journée de la phase des poules de la Coupe de la Confédération 2017. Les deux équipes sont quittées, le 20 juin, sur le résultat d'égalité de zéro but partout.

Pour ce match piège, l'entraîneur principal des Corbeaux de l'ex-Katanga a disposé son équipe en 4-1-2-1-2, une sorte de variante du 4-4-2. Matampi a gardé les perches des Corbeaux, avec devant lui une défense composée du Malien Salif Coulibaly et Kevin Mondeko dans l'axe, Djo Issama Mpeko sur le côté droit et le jeune espoir Arsène Zola à gauche. Au milieu de terrain, il y a eu le Zambien Nathan Sinkala en sentinelle devant la défense, mais derrière l'Ivoirien Christian Koufi Kouamé et Miché Mika, et le maestro zambien Rainford Kalaba un peu excentré complétant ce milieu disposé en losange. Trésor Mputu Mabi et Ben Malango ont été le binôme de l'attaque de Mazembe pour cette rencontre.



Ben Malango n'a pas trouvé la faille dans la défense de Supersport Utd plus occupé à la tâche défensive (photo tpmazembe.com)

Le team noir et blanc de Lubumbashi a donc résisté à plusieurs assauts des locaux, et s'en sortent donc avec un point engrangé, et totalisent six points au terme de quatre journées de ces huitièmes de finale de la C2 africaine. L'on rappelle que Mazembe partage le groupe avec Supersport Utd d'Afrique, Mounana du Gabon et Horoya AC de la Guinée Conakry.

Le team noir et blanc de Lubumbashi a donc résisté à plusieurs assauts des locaux, et s'en sortent donc avec un point engrangé, et totalisent six points au terme de quatre journées de ces huitièmes de finale de la C2 africaine. L'on rappelle que Mazembe partage le groupe avec Supersport Utd d'Afrique, Mounana du Gabon et Horoya AC de la Guinée Conakry.

Et Horoya est actuellement premier du groupe avec 8

points, après sa victoire sur Mounana par zéro but à un en quatrième journée. Mazembe se retrouve en troisième position avec 6 points, même nombre de points avec Supersport Utd qui le devance à la suite d'un meilleur goal average. Les deux dernières journées de ce groupe seront décisives et très disputées entre les trois premiers classés, Mounana CF du Gabon étant déjà éliminé.

Martin Enyimo

CULTURES D'EXPORTATION

Le « Rabica » sur le marché

C'est le premier café « made in DRC » qui se défend bien sur les marchés internationaux, selon les indiscretions de l'Office national de café (ONC). Au fil des années, cet organisme public est devenu incontournable dans les affaires de café et même de l'agriculture d'une manière générale en RDC. Actuellement, il est décidé de mettre au point une stratégie plus offensive pour imposer la première marque de café congolais à l'international. Pour redonner du tonus à un secteur en état quasiment d'abandon, l'ONC a annoncé l'installation de deux machines de torréfaction de café en décembre prochain.

Au cours d'un entretien accordé à l'ACP, le directeur général de l'ONC, Guy Augustin Bomplate, a affiché ouvertement un certain optimisme sur l'avenir du « Rabica congolais » après le test réussi à l'international. Dans ses confidences, il a indiqué que « le café Rabica produit pour la première fois en RDC est prisé sur les marchés internationaux ». Il s'agit, a-t-il soutenu, d'un café de première qualité vendu à 10 dollars / kg. Quant à son origine, le café Rabica est cultivé au bord du lac Kivu qui relie les deux provinces du même nom. Nous sommes bien entendu dans l'est de la RDC.

Dans cette partie du territoire national, certaines grandes villes comme Butembo et ses marchés périphériques ont développé une économie tournée essentiellement vers l'agriculture, le thé et le quinquina. Beaucoup de commerçants de renom ont presté d'abord dans ce secteur, avant de se lancer dans le commerce des produits manufacturés bien souvent importés à la suite de la recrudescence de l'insécurité. Même si l'on parle d'un premier produit 100 % congolais, la RDC n'est pas novice en matière d'exportation de café. Les années de gloire remontent juste avant l'indé-

pendance. Le pays a réussi l'exploit d'augmenter sa production de café de 23 000 à 93 000 tonnes en 1959. Puis, il y a eu un relâchement à cause des tensions politico-militaires qui ont secoué le pays entre 1960 et 1965. Finalement, la plupart des plantations ont été abandonnées et le pays a commencé à enregistrer une insuffisance de main d'œuvre dans ce secteur. Selon les statistiques officielles disponibles, la culture du café a une incidence directe sur près de 800 000 ménages, représentant un total de 4,8 millions de personnes. En décembre prochain, l'ONC a confirmé un évé-

nement majeur. En effet, l'Office accueillera une machine de torréfaction de café acheté sur fonds propres en Espagne pour la transformation du café moulu destiné à l'exportation. Une deuxième machine sera installée à Kalemie où l'ONC compte y ouvrir un nouveau bureau de représentation et un champ d'expérimentation de culture du café et du cacao. Kalemie est une ville de la province du Tanganyika qui abrite un port très fréquenté par les exportateurs de café et cacao. L'ONC confirme aussi la création à Kinshasa d'un laboratoire moderne pour le traitement du café et du cacao. Le projet prévoit de développer plusieurs pépinières sous l'encadrement des agronomes de l'ONC pour la distribution des plantules aux paysans.

Du côté du secteur privé, les tentatives de redonner sa

place au café congolais est bien entendu encourager. Toutefois, en son temps, la Fédération des entreprises du Congo a jugé nécessaire de recentrer l'ONC dans sa première mission pour éviter des télescopages avec d'autres services de l'Etat dont l'Office congolais de contrôle et certains ministères (Industrie, Environnement, Commerce, etc.). Selon elle, le décret organisant les interventions de l'ONC est contraire à la loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture. Pour ne pas préjudicier l'économie nationale, la FEC penche pour une modification du décret. L'ONC doit intervenir dans le cadre de la loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture qui a régulé le secteur et l'intervention de tous les organismes de l'Etat.

Laurent Essolomwa

ITALIE

Un bourreau de migrants arrêté par la police italienne

Le Nigérian, John Ogais, a été repéré parmi les migrants accueillis au sud de l'Italie. En Libye, il gérait un camp dans les pires conditions.

Les migrants ayant témoigné affirment que John Ogais, un Nigérian de 25 ans, se faisait appeler « Rambo » pour la férocité avec laquelle il gérait, en Libye, un camp de transit. Tous les témoignages le dépeignent comme un sans-cœur qui n'hésitait pas à violer ou à tuer dans une rage de mort assez rare. « Une fois, j'ai vu Rambo le Nigérian tuer un migrant qu'il avait bâillonné et torturé pendant longtemps », témoigne l'un des migrants parvenus récemment sur les côtes italiennes du Sud.

C'est ici, à Agrigente, que la police italienne annonce avoir mis la main sur Rambo. Il s'était faufilé parmi les migrants regroupés au centre d'accueil de l'île Capo Rizzuto, déjà au centre d'une vaste opération italienne visant la mafia. Il n'est pas rare que des migrants soient employés comme surveillants de camp par les passeurs libyens, tunisiens ou italiens, les plus déterminés d'entre eux étant bien entendu les préférés.

C'est d'ailleurs sur cela qu'ils s'appuient devant la justice pour plaider la victimisation. Beau-

coup d'entre eux sont rapidement transformés en capitaines des bateaux de traversée, ce qui leur vaut automatiquement une arrestation en Italie pour complicité d'immigration clandestine. Plusieurs bourreaux de camps de détention libyens se faisant passer pour des dociles migrants ont déjà été arrêtés ces derniers mois dans des centres d'accueil italiens après avoir été reconnus par d'anciens prisonniers.

Les migrants qui s'en tirent vivants sont abandonnés par leurs geôliers à la première difficulté, comme on l'a vu fin-mai au Niger. Une centaine d'Ouest-africains y ont été abandonnés par leur passeur sur la route de l'Europe via la Libye. Ils n'ont dû leur vie sauve qu'à une patrouille de l'armée nigérienne en plein désert du nord du pays, près d'Achegour. La localité abrite un puits sur l'axe menant de Bilma à Dirkou, en direction de la Libye. « Ils ont subi d'affreuses tortures de la part de leurs passeurs avant d'être abandonnés sans provision d'eau ou de nourriture », avait révélé la presse alors.

De fait, beaucoup des migrants secourus sur des embarcations de fortune au large de la Libye et conduits en Italie portent des marques de tortures. Tous parlent des conditions très difficiles dans lesquelles ils sont traités, même et souvent par des contremaîtres connus d'eux ou originaires de leur propre pays. On parle de migrants enterrés vivants, ou abattus sur la plage pour avoir refusé de monter dans une embarcation peu sûre. Début juin, sept d'entre eux ont été retrouvés morts dans un camion frigorifique abandonné aux portes de Tripoli, la capitale libyenne. C'est ce type de scandales qui a conduit récemment au démantèlement de réseaux nigériens de passeurs. Tel celui dit de « La famille vaticane », qui n'a rien à voir avec des institutions ecclésiastiques mais a choisi ce nom comme signe... de respectabilité. Ou encore celui dit de « La Maphite » dont les ramifications touchent à plusieurs pays d'Europe. Lundi à Turin, au nord de l'Italie, une dizaine de leurs membres sont passés en jugement pour mafia, immigration illégale et gestion de réseaux de prostitution.

Lucien Mpama

CENTRAFRIQUE

De nouveaux combats à Bria malgré l'accord de Rome

Au lendemain de la signature de l'accord de Rome entre le gouvernement et 14 groupes rebelles, prévoyant un cessez-le-feu en Centrafrique, de nouveaux combats ont éclaté dans la localité de Bria (sud-est). Au moins un mort et 35 blessés ont été enregistrés dans ces affrontements.

Dans un communiqué, Médecins sans frontières (MSF) a confirmé ce bilan. « A 09h30, nous avons déjà reçu 35 blessés à l'hôpital, essentiellement des blessures par balle », a indiqué le coordonnateur du projet de l'ONG, ajoutant que des tirs intenses ont commencé à 6 h00.

D'après des sources concordantes, des combats ont eu lieu sporadiquement depuis samedi dans la ville de Bria entre des anti-balaka, milices pro-chrétiennes et des membres du FPRC, à la suite de la mort d'un « général » de ce groupe armé, Hamad Issa.

Réagissant à ces nouveaux affrontements, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, a dit que la Minusca ne sait plus que faire face à la poursuite des violences. « Il est vital que le cessez-le-feu sur lequel se sont accordées les parties entre en vigueur immédiatement », a-t-il dit dans un communiqué.

Les 15 et 18 mai dernier, la ville de Bria avait été frappée par des affrontements entre groupes armés. Ces combats avaient fait 5 morts, 29 blessés et plus de 40.000 déplacés, selon l'ONU. Outre la ville de Bria, les violences avaient eu lieu le même mois dans les localités d'Alindao, Bangassou et Mobaye à l'est de Bangui. Un bilan publié en fin mai par le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha) révèle que ces affrontements avaient fait environ 200 blessés et 300 morts.

La Centrafrique avait déjà sombré dans les massacres de masse entre la coalition Séléka, pro-musulmane et les anti-balaka, pro-chrétiens ou animiste. C'est grâce à l'intervention de la France et des Nations unies que le calme a été ramené dans Bangui, la capitale, mais pas dans l'intérieur du pays.

Nestor N'Gampoula

EY Congo

OFFRE DE FORMATION

Sur le Nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière

- Comprendre les réformes introduites dans l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information ;
- Se familiariser avec les nouvelles dispositions comptables ;
- Préparer le passage au SYSCOHADA révisé à la date du 01^{er} janvier 2018 ;
- Etablir et présenter des états financiers annuels conformes au SYSCOHADA révisé.

Pointe-Noire : les 27 et 28 juin 2017 à l'hôtel le Gilbert's (Azur)

Brazzaville : les 04 et 05 juillet 2017 à l'hôtel GHS (Rond-point la Coupole)

Horaires : de 08h30 à 17h30 (avec 02 pauses cafés)

Tarif : 356.700 TTC/personne

Inscriptions : ey.brazzaville@cg.ey.com

ey.pointenoire@cg.ey.com



Ernst & Young

Brazzaville
Immeuble des MUCODEC
3^e étage
Bd. Denis Sassou Nguesso
BP. 84 Brazzaville
Congo

FFA Juridique & Fiscal

Pointe-Noire
Tour Miroir
Avenue Moe Kaat Matou
3^e & 4^e étage - Entrée B
BP. 5974 Pointe-Noire Congo

AFRIQUE CENTRALE

Opération Mégaloops 2 de sécurisation maritime dans le golfe de Guinée

L'opération Mégaloops 2 se déroule du 19 au 22 juin en zone CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale).

Sous la conduite de l'état-major des Eléments français au Gabon (EFG), de la Marine française et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, l'exercice Mégaloops2 de sécurisation maritime dans le golfe de Guinée est composé de sept pays de la frange côtière (Angola, Cameroun, Gabon, Sao Tomé et Príncipe, RD Congo, Congo, Guinée équatoriale) et la France.

Ont été associées pour la première fois, des administrations civiles telles que les pêches, les douanes et l'environnement, ainsi que des entreprises privées comme Total, CMA/CGM. Un séminaire de conception a permis de réunir les acteurs militaires et civils en vue d'élaborer les scénarios des actes illicites et de fortunes de mer, tels que la piraterie, les pêches prohibées, naufrages, trafics de bois et d'espèces vivantes, pollutions, etc.

L'exercice Mégaloops s'inscrit dans la continuité des actions entreprises depuis l'accord de Yaoundé en 2013, et confirmées par la Charte de Lomé en 2016. Il permet également de répondre aux attentes de l'architecture de la sécurité maritime mise en œuvre par le secrétariat général de la CEEAC et rappelée par les chefs d'Etat et de gouvernement en 2016.

Noël Ndong

ITALIE

Un an de mairie « 5 Etoiles » à Rome...

La mairesse Virginia Raggi a accompli lundi sa première année à la mairie de Rome. Bilan décevant, de l'avis de beaucoup.

Le Mouvement 5 Etoiles, que les Italiens désignent par M5S (« S » pour Stelle = Etoiles) n'a pas vraiment eu à pavoiser beaucoup lundi à Rome. Pourtant c'est bien sous la promesse de faire la politique autrement, d'introduire une démocratie participative par le recours à Internet, la volonté de se démarquer de la gauche et de la droite toutes deux corrompues, que ce mouvement avait hissé au Capitole, la mairesse de Rome, la jeune avocate Virginia Raggi.

Le 19 juin 2016 en effet, cette jeune femme qui n'avait jamais fait de politique nulle part avait été poussée au-devant de la scène par un électoral romain qui lui avait accordé 67% de suffrage, Exit de ce fait le maire précédent Ignazio Marino, de gauche, dont le mandat n'était pas allé jusqu'à son terme sous les coups de boutoir des maladresses politiques et de gestion. Virginia Raggi est arrivée en politique comme une icône de ce mouvement créé, comme une blague, par le comique Beppe Grillo.

Les prémisses de départ étaient d'autant plus dans l'air du temps qu'à Turin, dans le nord industriel italien Chiara Appendino, une autre femme membre du M5S, chassait elle aussi à la surprise générale un cacique de la gauche, Piero Fassino du Parti Démocratique, PD. Cette année-là a marqué le renouveau de la classe politique italienne avec l'intrusion d'un Mouvement 5 Etoiles iconoclaste et dont l'une des premières mesures phare à l'assemblée a été de renoncer à la moitié de la rémunération garantie pour ses élus, ainsi qu'à la retraite à vie aux sénateurs.

Mais moins d'un an après, le M5S n'est pas loin de se révéler un véritable feu de paille sans consistance. Il y a deux semaines, les élections municipales partielles qui ont concerné plus de 1000 villes italiennes ne l'ont vu résister nulle part. Aucun maire M5S ne prendra part à la bataille du 2è tour ce 25 juin prochain ! Les analystes attribuent en grande partie à Virginia Raggi d'avoir plombé l'élan de l'ensemble d'un mouvement considéré comme celui de simples bouffons.

La mairesse avait mis du temps à asseoir son équipe et à montrer aux Romains ce en quoi elle apportait de la positive nouveauté. Elle avait mis des mois à se trouver des collaborateurs, et à peine ceux-ci étaient-ils connus qu'ils plongeaient dans une série de scandales: démission, renvoi, interviews de proches collaborateurs contre la mairesse traitée d'incapable. Un collaborateur a été arrêté pour corruption, un sport national. La mairie de Mme Raggi a tourné à la paranoïa des micros au point que la mairesse a parfois tenu des concertations... sur le toit du capitole alimentant toutes sortes de suspicions.

« On peut dire que le bilan est catastrophique de tous les points de vue. Mme Raggi n'a pas pu créer une équipe dirigeante. Il n'y a aucune activité de l'administration. C'est une maire par intérim qui gère les affaires courantes », juge très sévèrement un analyste approché par la presse. Même la décision prise - parce que souhaitée par une majorité des Romains - du retrait de la candidature de leur ville aux JO de 2024, n'a pas suffi à enclencher une dynamique positive en faveur de la mairie. En mars déjà, un sondage indiquait que les deux-tiers des Romains avaient une image « mauvaise » de leur mairie. Rien ne peut faire penser qu'ils ont changé d'opinion depuis.

Lucien Mpama

FRANCE - AFRIQUE

Tournée ouest africaine de Jean-Yves Le Drian avant le sommet de Bamako

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian (JYLD), était en tournée du 14 au 16 juin 2017 en Guinée, au Sénégal et en Mauritanie. La visite de JYLD a contribué à promouvoir les priorités de la France en Afrique, notamment le climat, le développement économique et la sécurité.

En Guinée, JYLD a eu un entretien avec le président Alpha Condé sur les relations bilatérales entre leurs deux pays, sur les questions régionales et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat au travers notamment de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables. Alpha Condé assure la présidence de l'Union africaine (UA).

JYLD s'est rendu ensuite au Sénégal, juste quelques jours après la rencontre entre Emmanuel Macron et Macky Sall, le 12 juin. Il a évoqué les relations bilatérales avec le président sénégalais Macky Sall, notamment la coopération dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies. Le Sénégal étant actuellement membre. Avec son homologue sénégalais, Mankeur Ndiaye, ils ont évoqué les questions économiques, diplomatiques et sécuritaires.

La question du pétrole a occupé une grande partie de leurs échanges, après l'obtention d'un contrat du Sénégal par Total. « Nous avons parlé d'économie, de diplomatie, de politique et de commerce. Comment faire en sorte que les perspectives de développement puissent être efficaces. Nous avons découvert d'importantes réserves de pétrole et de gaz et nous nous réjouissons que le groupe Total ait conclu un accord d'exploration avec le Sénégal. C'est une nouvelle perspective très importante », a-t-il déclaré.

Pour sa part, JYLD a indiqué : « Nos relations sont au beau fixe », avant de souligner son ambition de mettre la jeunesse au cœur de la coopération entre les deux pays. Ce qui se traduira par « l'accueil des étudiants sénégalais et une volonté d'aller plus facilement dans cette direction », a-t-il dit. Après, il s'est rendu à la maison du train express région (PER), un projet TER qui reliera Dakar à Diamniadio où il a rencontré les chefs d'entreprises françaises impliqués dans le projet, avant de visiter la cellule de lutte contre la cybercriminalité où il a évoqué plusieurs initiatives de développement portées

par la diaspora sénégalaise avec le soutien de l'AFD.

En Mauritanie, JYLD s'est entretenu avec le président Mohamed Abdel Aziz sur l'état de la coopération entre les deux États, notamment dans les domaines de la sécurité et le développement. Puis, il s'est rendu au siège du G5 Sahel. Il a également signé une convention de financement pour un projet en faveur de la santé maternelle et néonatale.

La tournée de JYLD en Afrique de l'ouest intervient à deux semaines du sommet G5 Sahel, prévu le 2 juillet à Bamako au Mali, en présence du président français Emmanuel Macron. Ce sera le deuxième déplacement du président français au Mali. Il s'était rendu à Gao le 19 mai, et avait rendu visite aux soldats de l'opération militaire française Barkhane, conformément à sa promesse de campagne. Une force armée sous-régionale doit être mise en place pour lutter contre le terrorisme. L'Union européenne (UE) va contribuer à hauteur de 50 millions d'euros. Quelque 10 000 hommes seront postés sur la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

N.Nd.

OFFRE D'EMPLOI : Animateur/trice agricole, connaissances en Développement Local, spécialisé en accompagnement des Organisations Paysannes

L'ONG française Initiative Développement (ID) recherche un(e) animateur(trice) agricole, spécialisé en accompagnement des Organisations Paysannes.

Dans le cadre de ses activités de développement économique et agricole et d'appui aux initiatives locales visant la structuration et la professionnalisation des principales filières agro-pastorales et favorisant les complémentarités pour une amélioration de revenus des producteurs et l'augmentation du nombre d'emplois de lutte contre la pauvreté, ID lance avec son partenaire la Fondation NIOSI un projet de Développement Economique ECODEL (Economie et Développement Local) dans 5 districts du Pool et 2 districts de la Bouenza par la structuration de Comités de Développement Local et l'appui à des projets pilotes de développement économique dans les départements du Pool et de la Bouenza, avec le soutien financier de l'UE et AFD, sur 3 ans. Il s'appuie sur deux volets d'activités :

*Le développement local, dans une démarche de sensibilisation à la citoyenneté et la décentralisation, de concertation avec la population, en étroite relation avec les Conseils Départementaux, par la création de Comités de Développement Local et l'élaboration concertée de Plans de Développement Local à l'échelle des 4 nouveaux districts, et l'accompagnement à la consolidation des 3 CDL existants dans le « grand Boko »

*L'agriculture, avec la poursuite de l'accompagnement de 12 GIEC dans les districts de Boko, Louingui et Loumo, et une approche innovante de développement de filières dans un district de la Bouenza.

Objectifs de la mission

L'animateur/trice travaillera sous la responsabilité du Responsable de Programme ECODEL et en collaboration avec l'équipe du volet Développement Local (DL) et le VSI en charge des activités du district de Mouyondzi sur l'agriculture et l'élevage. Basé à Mouyondzi, il/elle couvrira aussi le district de M'fouati, et en complément opérationnel de la démarche de développement local, socle du projet, il/elle aura en charge notamment la mise en œuvre du volet développement agricole du programme ECODEL, qui consiste, à travers une approche globale, à créer tout l'environnement nécessaire à la réussite de la reconstruction d'une filière porcine, avec appui aux cultures vivrières, promotion d'activités de transformation et services, acquisition d'expertise en matière d'élevage, promotion du maraîchage avec utilisation de la fumure organique. Disposant d'une réelle marge d'autonomie et la capacité de travailler en équipe, il/elle sera responsable de la planification, la préparation, la mise en œuvre et le suivi de ces activités, l'identification des bénéficiaires ainsi que la collaboration avec les autorités.

Il/elle travaillera en partenariat avec les services déconcentrés de l'Etat (secteur agricole et élevage) ainsi qu'avec les autres intervenants dans la zone, dans le cadre de l'exécution des activités économiques agricole-élevage qui accompagnent le développement local :

- *Assurer le suivi et le monitoring des CDL et des organisations : enquête de base, en coordination avec les Comités de Développement Local (CDL) ;
- *Assurer le suivi post-semis et post-récolte du maraîchage et des cultures vivrières dans les deux districts ;
- *Rédiger un rapport d'activité mensuel, des documents de travail ;
- *Rédiger les rapports de monitoring (post-semis, post-récolte et étude de situation finale) ;
- *Assurer la capitalisation des activités, incluant les recommandations pour l'évolution du programme ;
- *Assurer le classement de tous les documents essentiels des activités sur un support informatique à remettre au RP, qui s'assurera de la diffusion du matériel validé techniquement.

Critères de sélection

- *Diplôme en relation avec le poste : formation supérieure en agronomie, socio-économie ou équivalent, avec au moins 2 années d'expériences dans l'animation rurale et/ou le développement communautaire,
- *Expérience professionnelle pertinente dans le domaine : justifier d'au moins 2 années d'expérience (non compris stages d'étudiants et mémoire) dans l'animation rurale et/ou le développement communautaire, ainsi que dans la formation et l'encadrement d'organisations rurales.
- *Vision du candidat de son poste et des projets ECODEL
- *Parfaite connaissance des réalités socioculturelles de la Bouenza et du Pool, maîtrise de ses enjeux sociaux et économiques
- *Sens de l'organisation, capacité d'écoute, négociation et communication
- *Maîtrise de l'outil informatique
- *Mises en situation pratique (tests)
- *Maîtrise des langues (Kikuba, français,)
- *Connaissance des politiques du développement local au Congo.
- *Maîtrise de la conduite moto (permis moto) sera un plus.

Il est attendu de l'animateur/trice de privilégier un travail collégial avec les équipes du projet, et d'avoir un positionnement d'accompagnant auprès des CDL et des organisations (GIEC, UL...) qui sont les partenaires bénéficiaires de l'accompagnement du projet dans une vision de « Développement Durable ». La liste ci-dessus n'est pas exhaustive ni limitative ; l'animateur « Développement Agricole » peut être amené dans le cadre de sa fonction à effectuer d'autres tâches, sur demande expresse de ses supérieurs hiérarchiques.

Contrat CDD, Temps plein.

Salaires suivant grille salariale de la convention d'établissement ID Congo, en qualité d'Animateur/trice qualifié.

Documents à fournir : CV, lettre de motivation, copie des diplômes ou autres attestations, copies des certificats de travail et/ou attestations de stage, références d'anciens employeurs.

Attention : tout dossier non complet ne sera pas traité.

Dépôt des candidatures enregistré avant le lundi 10 juillet 2017 à 16 h dernier délai.

Les candidatures sont à déposer :

Soit à Brazzaville, au siège de ID, case C3-83, OCH La Glacière - Bacongo - Brazzaville - tél : 06 664 86 71

Soit au siège du programme à Madingou, quartier Capable - tél 04 491 91 07

Pour tous renseignements complémentaires par mail : r.ajavon@id-ong.org avant le 5 juillet 2017

EDUCATION

Le CEG Denis Christel Sassou N'Guesso d'Inkouélé doté d'un nouveau bâtiment

L'édifice de trois salles de classe construit par le président de la Génération Z, Bienaimé Obam-Ondon, a été remis officiellement au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, le 17 juin dernier dans cette localité du district de Gamboma, dans les Plateaux

Construit dans les années 90, le Collège d'enseignement général d'Inkouélé, désormais baptisé CEG Denis Christel Sassou N'Guesso, qui était devenu l'ombre de lui-même à cause de la vétusté de ses installations, vient de faire peau neuve. Outre le nouveau bâtiment, l'initiateur du projet et maître d'ouvrage a également réhabilité l'existant. Les travaux ont duré près de quatre mois, ceci au grand bonheur des populations bénéficiaires.

S'exprimant à cette occasion, le président de la Fondation perspectives d'avenir (FPA), Denis Christel Sassou N'Guesso, a rappelé que sa présence à cette cérémonie est un soutien à l'engagement exemplaire d'Antoine Bienaimé Obam-Ondon et de tous ceux qui ont décidé d'accompagner l'Etat et de compléter son action publique de développement à travers des projets d'intérêt commun dans divers domaines. Selon lui, baptisée cette école en son nom est une reconnaissance à son engagement personnel au service de l'éducation des jeunes au Congo à travers sa fondation. « En acceptant que



Denis Christel Sassou N'Guesso coupant le ruban symbolique (Adiac)

ce collège d'Inkouélé soit baptisé CEG Denis Christel Sassou N'Guesso, je deviens partie prenante de l'histoire du village qui l'abrite. Le baptême de ce jour crée une sorte de pacte entre ces populations et mon humble personne. Il crée une obligation face à laquelle je n'ai point l'intention de me dérober », a-t-il précisé.

C'est ainsi qu'il a annoncé solennellement devant les participants son engagement à soutenir l'initiative prise par Antoine Bienaimé Obam-Ondon, en renforçant dans les mois qui viennent les capacités d'accueil de ce collège. Pour lui, la cérémonie du 17 juin ne devrait pas être considérée comme un aboutissement mais plutôt un commencement. « En

investissant aujourd'hui dans l'école à Inkouélé, nous préparons ensemble l'avenir de cette terre du district de Gam-

naimé Obam-Ondon.

Pour rappel, les actions du président de la FPA, parrain de cette initiative dans le district de Gamboma, dans le domaine de l'éducation ne sont plus à démontrer. En effet, cette ONG a déjà accordé des bourses d'études supérieures à près de 115 jeunes congolais issus des milieux démunis et des milieux défavorisés, qui poursuivent actuellement leurs études à l'étranger, notamment au Maroc, en Tunisie, au Sénégal et au Burkina Faso. Elle a, par ailleurs, contribué à distribuer depuis deux ans près de 450 mille kits scolaires dans les écoles primaires et secondaires du Congo. Elle se propose de lancer d'autres projets susceptibles de favoriser le développement de la culture et de la performance ainsi que de l'excellence dans l'éducation dans un avenir très proche. Peut-être une chance à saisir pour les populations du district de Gamboma !

Notons que la cérémonie s'est déroulée en présence des ministres Inès Bertille Nefer Ingani de la Promotion de la femme et Thierry Lezin MOUNGALLA de la Communication ainsi que les autorités départementales des Plateaux.

Parfait Wilfried Douniama

ELYSÉE/MATIGNON

Innovation avec la nomination de conseillers communs pour les deux cabinets

Le cabinet du Premier ministre français Edouard Philippe compte 47 membres, dont une dizaine sont communs avec celui du président de la République Emmanuel Macron, selon des nominations parues au Journal officiel (JO).

La présence de conseillers communs Elysée-Matignon est une innovation dans la Ve République. Outre une limitation de leur nombre, la présence de conseillers communs va faciliter la coordination, fluidifier et éviter les « chocs » auxquels nous étions habitué entre Matignon et l'Elysée sous la Ve République, toutes époques.

Elle permettra aussi à Emmanuel Macron d'avoir

« une présence directe » dans le cabinet d'Edouard Philippe. Autre nouveauté, c'est la limitation de la taille des Cabinets ministériels du gouvernement par rapport aux cabinets gouvernementaux précédents. Ainsi, le nombre de conseillers ne peut excéder 10 pour un ministre, 8 pour un ministre délégué et 5 pour un secrétaire d'Etat.

Pour mettre un terme à l'emploi excessif de chargés de mission qui travaillaient au sein des cabinets ministériels sans que leur nomination soit publique, l'exécutif a décidé la publication de leurs noms au JO, limitant encore plus la taille des cabinets.

Noël Ndong

FRANCE

Vers un gouvernement Edouard Philippe II

À la suite d'une série de démissions des membres de gouvernement pour des raisons éthiques et à l'occasion des législatives, le gouvernement d'Edouard Philippe doit se séparer de quelques membres de l'exécutif.

Sont cités pour le moment, Sylvie Goulard et Richard Ferrand. Des rumeurs annoncent aussi le départ de la ministre des Affaires européennes, Marielle de Sernaz.

Sylvie Goulard est mise en cause dans le cadre des enquêtes d'emplois d'attachés parlementaires du Modem du Garde des sceaux François Bayrou.

Marielle de Sernaz, une autre proche de François Bayrou pourrait elle aussi quitter le gouvernement pour les mêmes raisons. Le sort de François Bayrou, quant à lui, n'a pas été évoqué publiquement.

Avant Sylvie, c'est le ministre de la Cohésion sociale Richard Fernand qui a quitté le gouvernement pour prendre la présidence du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Prévu en fin d'après midi, le remaniement pourrait être massif, touché d'autres membres du gouvernement que ceux cités, et donc plus important que prévu.

N.Nd.

ITALIE

Le demandeur d'asile irakien voulait recruter pour le djihad

Le demandeur d'asile s'apprêtait à perpétrer un attentat djihadiste en Italie, un des rares pays d'Europe occidentale encore épargnée par ce fléau.

Encore une fois la police italienne semble avoir eu du nez. Elle annonce avoir arrêté, à temps, un demandeur d'asile irakien qui commençait à « officier » autour du camp de transit des migrants à Crotona, dans le sud de l'Italie. L'homme, connu pour être un violent, tentait de convaincre des demandeurs d'asile comme lui à s'engager auprès de l'organisation Etat islamique et d'aller combattre le djihad en Irak ou en Syrie.

Selon la police italienne, l'homme dont il n'a été révélé que l'âge, 29 ans, s'était montré particulièrement exalté après l'attentat terroriste de Manchester, en Grande-Bretagne. Perpétré à la fin d'un concert fin mai, cet attentat qui avait plongé le pays dans la stupeur avait fait 22 morts, des jeunes pour l'essentiel, morts d'innocence et sous la main de deux terroristes vouant une haine viscérale à l'insouciant Occident.

Mais l'Irakien était aussi exalté que bavard. Ainsi, dans une conversation téléphonique avec sa sœur et que suivaient les grandes oreilles de la sécurité, il affirmait ne pas vouloir aller faire le djihad en Irak mais réaliser quelque chose en Italie. Et il semble avoir pris son projet à cœur puisque les enquêteurs ont trouvé sur lui des photos de policiers de Rome où il était venu évaluer les conditions de sécurité dans la Ville éternelle.

Depuis janvier, l'Italie a expulsé plus de 200 personnes soupçonnées de djihadisme et avant de passer à l'acte. Grâce à cela, aucun attentat islamiste n'a encore été commis dans la péninsule. Mais c'est bien en Italie, près de Milan, qu'a été abattu Anis Amri, le Tunisien qui s'était lancé au volant de son véhicule contre un marché de Noël à Berlin, en Allemagne, le 19 décembre dernier. Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti, a salué lundi « un excellent travail qui confirme que le système de prévention et de sécurité fonctionne ».

Lucien Mpama



65, RUE DU POISSON SALÉ
QUARTIER MPILA – BRAZZAVILLE (Derrière SIAT)
Tel : 06 876 21 21 – 06 670 49 13
adminbrazza@seas-services.com

DETECTION & EXTINCTION INCENDIE
Centrales incendies, détecteurs, extincteurs, RIA...
DETECTION DE GAZ & PROTECTION RESPIRATOIRE
Détecteurs mono et multi gaz, appareils respiratoires...

VENTE – MAINTENANCE – LOCATION – CONSEIL – CERTIFICATION

INTERVIEW

Jean-Jacques Ngoko : la nécessité de doter le Congo d'un référentiel de contrôle de ciment

L'Agence congolaise de normalisation et de qualité (Aconoq) est chargée d'élaborer la norme en matière de ciment et d'en assurer le suivi et le contrôle. Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, le mardi 20 juin, le directeur général de l'agence, Jean-Jacques Ngoko Mouyabi, explique le bien-fondé d'une enquête publique qui sera lancée dès le 1er juillet prochain, dont les résultats devraient aider à élaborer la norme congolaise du ciment et les mécanismes de contrôle.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le directeur général, depuis quand l'Aconoq existe-t-elle et quelle est réellement sa mission ?

J-J Ngoko Mouyabi : Cette agence existe depuis octobre 2015, grâce à une loi portant sa création. Les principales missions de l'Aconoq sont entre autres d'identifier les besoins nationaux en norme ; de centraliser et organiser les travaux de normalisation ; de sensibiliser les populations à cette culture nouvelle de la qualité et du respect de la norme ; de faire aussi la promotion de la culture de qualité dans les entreprises, les administrations (...) ; de créer un comité technique ; de coopérer avec des organisations internationales spécialisées.

LDB : Quel est l'objet de l'enquête publique que vous comptez lancer le 1er juillet prochain auprès des consommateurs de ciment ?

J-J Ng : Le 1er juillet prochain nous allons lancer l'enquête publique sur le projet de norme congolaise du ciment. Un comité

technique regroupant des experts, des producteurs de ciment et d'autres, qui a déjà commencé à travailler, notamment l'élaboration des fiches techniques et le résumé d'expertise contenus dans un draft.

L'enquête publique est une étape importante dans le processus d'élaboration de la norme sur le ciment. Elle permet ainsi à tout le monde de pouvoir s'exprimer sur la question, d'apporter ses opinions sur les arguments techniques fournis par des experts. Toutes les informations et observations recueillies auprès du grand public vont être dépouillées et exploitées au niveau du secrétariat du comité technique.

LDB : Avez-vous des reproches par rapport à la qualité de ciment vendu sur le marché congolais ?

J-J Ng : On va parler plutôt de quelques remarques. Au Congo, il y a cinq unités de production, dont trois sont à ce jour en production. Ces usines en production sont soumises à des normes différentes. D'ailleurs, l'élaboration de la norme congo-

laise du ciment en cours est une demande des cimentiers. Le travail que nous sommes en train de réaliser va dissiper le doute ou l'appréhension de la qualité de ciment produit dans notre pays. Mais il ne faut pas oublier le ciment importé. Une chose est sûre, nous n'avons pas la capacité aujourd'hui de certifier la qualité de ciment importé. Dès que la norme sera mise en place, elle permettra au Congo d'avoir le référentiel à partir duquel on peut contrôler la qualité de ciment importé.

A propos de ciment produit au Congo, nous n'avons pas pu faire de façon précise, mesurable et objective un contrôle de qualité. Cependant, ce ne serait pas juste de dire que le ciment local est de mauvaise qualité lors qu'on n'a pas la preuve des analyses et des essais.

LDB : Quels seront les mécanismes pour faire respecter cette nouvelle exigence ?

J-J Ng : Un arrêté ou un décret va organiser le contrôle et le suivi aussi bien au niveau des entreprises locales qu'au niveau des importations. A cet effet,



nous comptons organiser des contrôles à l'entrée, à partir de chaque port, afin de soumettre au laboratoire de test le stock de ciment importé.

Nous souhaitons également développer une inspection avant embarquement. Ce mécanisme consiste à contrôler le ciment à l'étranger avant l'expédition. Cette inspection est faite afin de garantir la conformité des marchandises qui doivent être expédiées, avec la norme congolaise du ciment.

LDB : Revenons sur l'enquête publique. Des dispositions sont-elles prises pour mobiliser un grand public ?

J-J Ng : En dehors des communiqués radiophoniques, télévisés ; des contacts avec les organismes de presse, ainsi qu'une note officielle qui va être envoyée dans les différentes administrations, nous aurons des points focaux dans toutes les directions départementales de l'industrie. Par ailleurs, ceux qui veulent se procurer le document de norme peuvent s'adresser non seulement à ces directions départementales, mais aussi à l'agence de normalisation. Le document sera aussi disponible en ligne sur Internet.

Propos recueillis par Fiacre Kombo

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les opérateurs informés sur de nouvelles procédures d'importation des équipements électroniques

À compter du mois d'octobre prochain, en effet, tout importateur des équipements terminaux et radioélectriques (téléphone par exemple) devra présenter au ministère du Commerce un certificat d'homologation délivré par l'ARPCE, avant l'embarquement de sa marchandise vers la République du Congo.

À l'arrivée, ce dernier devra montrer cette fois, aux services des douanes, un certificat de conformité technique également certifié par le régulateur.

Le but visé par ces nouvelles procédures d'homologation est de sécuriser les utilisateurs des équipements contrefaits. Ces instructions ont également pour objectif de garantir la qualité des réseaux et services. Le directeur général de l'Agence de régulation des postes et communication électroniques (ARPCE), Yves Castanou, en a informé les opérateurs et autres acteurs du secteur des télécommunications, lors d'une réunion qu'il a coprésidée avec le directeur général des douanes et un représentant du directeur du commerce intérieur, le 21 juin à Brazzaville. « Le contrôle technique à l'importation s'effectue aux points d'entrée terrestres, maritimes ou aériens établis aux frontières nationales et pourvus d'un bureau de douane », a indiqué le directeur général de l'ARPCE.

« Si, pour des raisons techniques, le contrôle ne peut s'effectuer au lieu de dédouanement, il peut être opéré dans les dépôts et lieux de stockage desdits équipements. Dans ces conditions, les services des douanes vont délivrer à l'importateur une autorisation provisoire d'enlèvement », a-t-il relevé.

La douane et le commerce ont pour leur part assuré leur disponibilité à veiller à l'application de ces nouvelles mesures d'importation de ces équipements. Signalons qu'à travers cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la promotion des droits des consommateurs, l'ARPCE entend assurer aux usagers des équipements terminaux et électroniques, un matériel de qualité répondant aux normes internationales.

Lopelle Mboussa Gassia

DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Vers une utilisation rationnelle et durable de l'eau

Le gouvernement congolais en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) a lancé, le 20 juin, un projet sur « l'appui à l'élaboration du schéma directeur sur la valorisation des ressources en eau pour l'agriculture, l'élevage et la pêche au Congo. »

Durant les deux années de mise en œuvre dans les départements de la Cuvette, Plateaux, Pool, Bouenza, Kouilou et Niari, ce projet permettra d'établir un diagnostic sur la situation actuelle des ressources en eau, afin de définir de meilleures options devant permettre une utilisation rationnelle et durable des potentielles que celle-ci offre pour le développement de l'agriculture.

Outre les zones cibles, ce schéma directeur servira de modèle pour les autres départements du pays. Le plan d'actions et d'investissements qui l'accompagnera servira d'outil pour la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires tels que le Fonds Koweïtien et l'Agence française de développement. « Notre agriculture n'a jamais pris en compte le



Henri Djombo et Suze Percy Filippini (Adiac) sécurité alimentaire.

rôle déterminant de l'eau pour son développement. Nous ne pouvons plus nous contenter des pratiques et techniques passées. Un engrain sans eau est dangereux pour la santé », a déclaré le ministre en charge de l'Agriculture, Henri Djombo.

Pour la représentante de la Fao au Congo, Suze Percy Filippini, les retombées de ce projet pour les départements cibles seront utiles pour rehausser l'image de l'agriculture familiale et de la petite agriculture pour leur contribution significative à l'éradication de la faim et l'amélioration de la

La mise en œuvre de ce projet intègre les préoccupations de l'agenda 2030, adopté par la communauté internationale, notamment à travers l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Rappelons qu'en 2013, la Fao avait appuyé le gouvernement congolais à conduire une étude sur l'irrigation. C'est cette étude qui a recommandé l'élaboration d'un schéma directeur sur la valorisation intégrée de cette ressource naturelle.

L.M.G.

COOPÉRATION

Des hommes d'affaires hongrois intéressés à investir au Congo

Sur invitation de l'Agence pour la promotion des investissements (API), une délégation d'hommes d'affaires hongrois est actuellement en mission de prospection à Brazzaville. Objectif : investir au Congo dans les domaines de la santé et de l'agriculture.

Des échanges directs ont eu lieu à cet effet, le 21 juin, avec leurs homologues congolais avec qui des contacts ont été noués en vue d'aboutir à des partenariats bilatéraux.

A la lumière de ces échanges, les investisseurs hongrois se sont fait une idée de l'environnement des affaires au Congo. Ils ont ainsi manifesté l'intérêt d'investir au Congo. Il s'agira avec le concours et l'expertise de la CEHA, une société hongroise spécialisée dans la santé, d'envisager la construction des usines de fabrication de médicaments, du matériel médical et de production des vaccins.

« En séjour de travail en Hongrie, j'ai rencontré beaucoup d'entrepreneurs qui manifestaient le désir de venir au Congo, mais hésitaient parce qu'ils n'avaient pas la maîtrise du pays. Ceux-là sont envoyés comme des représentants, pour venir discuter avec leurs homologues congolais. Ils interviennent dans les domaines de l'agriculture et de la santé où ils œuvrent dans la construction des équipements médicaux et des industries pharmaceutiques », a précisé la directrice générale de



Séance de travail entre les deux délégations (Adiac)

l'API, Anick Patricia Mongo.

Pour pallier le récurrent problème de maintenance des équipements, et garantir la pérennité des unités de production à créer, la partie congolaise a suggéré aux hommes d'affaires hongrois d'assurer le transfert de compétences et de technologies aux jeunes congolais, dans le but de constituer une équipe de techniciens locaux devant s'occuper du service après-vente.

S'agissant du domaine agricole, un autre secteur pour lequel la Hongrie possède une grande expérience, ce pays d'Europe entend investir, entre autres, dans les filières de l'élevage bovin et porcin où l'on a annoncé la possibilité de créer des unités de production et de traitements de lait.

Conformément à leur calendrier de travail, les hommes d'affaires hongrois s'entretenaient avec plusieurs membres du gouvernement, parmi lesquels le ministre de l'Eco-

nomie, du développement industriel et de la promotion du secteur privé, Gilbert Ondongo et son homologue en charge de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo. La visite de travail de la délégation hongroise fait suite à celle effectuée par Anick Patricia Mongo à Budapest, en avril dernier, où elle a eu des échanges fructueux avec plusieurs hommes d'affaires de ce pays. Rappelons que l'API est un établissement public à caractère administratif, dont la mission essentielle est de mettre en œuvre la politique du gouvernement visant à faciliter et à stimuler les investissements privés au Congo, dans le but de booster la diversification de l'économie nationale.

STATISTIQUE

L'INS fixe son budget exercice 2017 à plus de 4 milliards FCFA

Le comité directeur de l'Institut national de la statistique (INS), qui s'est tenu le lundi 19 juin dernier, a adopté le budget de fonctionnement et d'investissements estimé à 4, 941 milliards et la feuille de route de l'institut axée sur un programme de réforme de la statistique nationale.

Présidée par Rufin Bidounga, la session du comité directeur visait à examiner et valider le compte rendu de la dernière réunion du comité ; le rapport d'activité 2016 de l'INS ; le programme d'activité 2017 et le budget exercice 2017 ainsi que des solutions aux problèmes rencontrés.

Pour le président du comité de direction, les défis à relever sont énormes, notamment en ce qui concerne le financement, et nécessitent l'implication des hautes autorités de l'Etat y compris des partenaires au développement.

« Nous espérons toutefois qu'avec l'assistance de toutes les autorités de notre pays et les partenaires, nous pourrions arriver à faire adopter la stratégie nationale de développement de la statistique par le conseil de ministres et en faire une mise en route avec tous nos partenaires », a déclaré Rufin Bidounga, avant de lancer un cri de cœur à l'endroit des autorités afin de doter l'INS d'un siège social.

Le président du directoire a par ailleurs invité les usagers de la statistique à respecter la loi sur la statistique qui désigne l'INS comme unique organe opérationnel et habilité à produire des statistiques officielles. « Aucune statistique ne peut être produite sans que le visa de l'INS et du ministère de tutelle ait donné une validation », a insisté Rufin Bidounga.

Notons que le comité directeur de l'INS se réunit deux fois l'an pour évaluer entre autres la gestion de l'institut ; approuver le rapport d'activité annuel et le budget ; adopter les comptes et les états financiers annuels de manière définitive.

Firmin Oyé

Fiacre Kombo

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°003.17/METPFQE-UCP/PADRHS

FOURNITURE DE PETIT EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET MOBILIER DE BUREAU POUR L'ECOLE PARAMEDICALE DE BRAZZAVILLE.

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu des fonds de l'Agence Française de Développement (AFD), afin de financer le Projet d'Appui au Développement des Ressources Humaines de la Santé (PADRHS)/Composante 2 du Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la fourniture de petit équipement informatique et mobilier de bureau pour l'école paramédicale de Brazzaville.

2. L'Unité de Coordination des Projets de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les candidats remplissant les conditions requises à présenter leurs offres sous pli fermé cacheté, pour le Marché relatif à la fourniture de petit équipement informatique et mobilier de bureau pour l'école paramédicale de Brazzaville, qui se présente en un seul lot :

FOURNITURE DE PETIT EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR L'ECOLE PARAMEDICALE DE BRAZZAVILLE.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National ouvert tel que défini dans les Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les pays étrangers et ouverte à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination des Projets de l'Enseignement Technique, Professionnel de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous mentionnée de lundi à vendredi entre 09 heures 00 et 14 heures 30 minutes.

5. Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres, et concernent entre autres, la régularité de la situation du candidat par rapport à l'administration fiscale.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après moyennant paiement d'un montant en espèces non remboursable de cent mille (100 000) Francs CFA.

7. Les offres exprimées en hors taxes (HT) doivent être remises à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard 24 juillet 2017 à 12 heures 30 minutes (heure locale). Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées

8. L'offre doit comprendre une garantie d'offre d'un montant de d'un million (1 000 000) de francs CFA sous forme de caution bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC).

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

9. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 24 juillet 2017 à 13h30mn à l'adresse indiquée ci-dessous, dans la salle de réunion de l'Unité de Coordination des Projets.

10. L'adresse à laquelle, il est fait allusion est : UNITE DE COORDINATION DES PROJETS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI, sis immeuble 1er étage Avenue des 1ers jeux africains Bacongo Brazzaville (Face stade marchand), République du Congo. Tél : 06 663 0005 / 01 286 02 86 / 06 620 34 37 E-mail : ucp@metp_cg.org

Fait à Brazzaville,

Le Directeur de l'UCP
Pierre Narcisse LOUFOUA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°001.17/METPFQE-UCP/PADRHS

ACQUISITION DE 400 TABLES-BANCS ET MEUBLES POUR EQUIPER LA SALLE POLYVALENTE, LABORATOIRES ET LES SALLES DE CLASSE DE L'ECOLE PARAMEDICALE DE BRAZZAVILLE

1- Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu des fonds de l'Agence Française de Développement (AFD), afin de financer le Projet d'Appui au Développement des Ressources Humaines de la Santé (PADRHS)/Composante 2 du Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'Acquisition de 400 tables-bancs et meubles pour équiper la salle polyvalente, laboratoires et les salles de classe de l'école paramédicale de Brazzaville.

2- L'Unité de Coordination des Projets de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les candidats remplissant les conditions requises à présenter leurs offres sous pli fermé cacheté, pour le Marché relatif à l'acquisition de 400 tables-bancs et meubles pour équiper la salle polyvalente, laboratoires et les salles de classe de l'école paramédicale de Brazzaville, qui se présente en un lot unique comme suit : Acquisition de 400 tables-bancs et meubles pour équiper la salle polyvalente, laboratoires et les salles de classe de l'école paramédicale de Brazzaville.

Le candidat retenu doit fournir un échantillon d'une table-banc et de meuble et l'UCP-ETP se réserve le droit de vérifier la maquette produite et de donner son accord avant production définitive de tout le marché.

3- La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National ouvert tel que défini dans les Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les pays étrangers et ouverte à tous les candidats éligibles.

4- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination des Projets de l'Enseignement Technique, Professionnel de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous mentionnée de lundi à vendredi entre 09 heures 00 à 12 heures 30 minutes.

5- Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres, et concernent entre autres, la régularité de la situation du candidat par rapport à l'administration fiscale.

6- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après moyennant paiement d'un montant en espèces non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA.

7- Les offres exprimées en hors taxes (HC) doivent être remises à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 24 juillet 2017 à 12 heures 30 minutes (heure locale).

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées

8- L'offre doit comprendre une garantie d'offre d'un montant d'Un million cinq cent mille (1 500 000) de francs CFA sous forme de caution bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

9- Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 24 juillet 2017 à 13h30mn à l'adresse indiquée ci-dessous, dans la salle de réunion de l'Unité de Coordination des Projets.

10- L'adresse à laquelle, il est fait allusion est : UNITE DE COORDINATION DES PROJETS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI, sis Immeuble 1er étage Avenue des 1ers jeux africains (en face du stade marchand) Bacongo Brazzaville, République du Congo. Tél : 06 620 34 37 / 06 663 0005 / 01 286 02 86 ; E-mail : ucp@metp_cg.org

Fait à Brazzaville,

Le Directeur de l'UCP,
Pierre Narcisse LOUFOUA

VISITE

Denise Epoté évoque l'importance des Dépêches de Brazzaville pour le Congo et la sous-région

La directrice Afrique de TV5 Monde, Denise Epoté a visité mercredi le siège du seul et unique quotidien du Congo, Les Dépêches de Brazzaville, laissant une impression positive d'un groupe de médias indispensable pour le Congo et la sous-région.



Denise Epoté (Adiac)

« C'est une découverte ! je connaissais le quotidien, mais je n'avais pas eu l'occasion de visiter son siège. C'est toujours bien de coller les deux images ensemble », s'est-elle exprimée, au terme d'une visite guidée, allant de la rédaction jusqu'à la Galerie du Bassin du Congo. « On comprend mieux l'importance de ce quotidien dans le pays et dans la sous-région notamment », a poursuivi la journaliste.

Le regard qu'elle portait sur le quotidien, à six mille kilomètres, n'a finalement pas contrasté avec la qualité des infrastructures et les conditions de travail dans lesquelles la centaine

des travailleurs, à Brazzaville, s'exécutent avec passion. « TV5 a eu l'occasion depuis plusieurs années de faire des insertions publicitaires dans ce quotidien. Maintenant je visualise mieux le groupe et je comprends davantage l'enjeu et les objectifs. Je pense que l'objectif à terme est de faire un groupe régional, pour avoir un quotidien de l'Afrique centrale », a souligné Denise Epoté.

Saluant l'ambition du média de conforter sa vision panafricaine, la directrice Afrique de TV5 Monde souhaite poursuivre la collaboration de la chaîne de télévision qu'elle dirige avec Les Dépêches de Brazzaville. Elle estime que les tarifs pratiqués par le quotidien « de très bonne qualité » sont raisonnables. « Au niveau du Congo c'est le seul journal avec lequel nous étions en relation. Nous avons eu l'occasion de faire plusieurs insertions publicitaires. La collaboration existe déjà. Mais tous les types de partenariat sont envisageables », déclare-t-elle.

Denise Epoté a terminé sa visite à la Galerie du Bassin du Congo, appréciant une « richesse millénaire » que le groupe devrait davantage rendre encore plus visible.

Quentin Loubou

SOLIDARITÉ

Asperbras apporte son soutien à la Fondation Congo Assistance

Dans l'optique d'accompagner l'action de la Fondation Congo Assistance, l'entreprise Brésilienne Asperbras a offert le 20 juin un bus flambant neuf à cette Fondation que dirige l'épouse du chef de l'Etat Antoinette Sassou N'Guesso, engagée dans les œuvres sociales.

Le bus climatisé de marque Volkswagen avec 28 places assises pour un coût global de 90.750.000FCFA a été acheminé au siège de la Fondation Congo Assistance par le directeur opérationnel d'Asperbras, Leonardo Belussi.

Selon Vinicius Martins et Marcos Pirani, deux autres responsables de cette entreprise, le but de ce geste est de donner un peu plus de moyens à la Fondation pour rendre son action plus efficace. Installée au Congo depuis 2011, la société Asperbras soutient les projets, « Santé pour tous et Eau pour tous ». D'après les responsables, l'entreprise projette de construire les hôpitaux dans tous les départements du Congo. En plus, de temps en temps, elle



Cérémonie de la réception du bus (Adiac)

apporte son aide à l'orphelinat Yamba ngai, et a déjà soutenu une école située à proximité de la zone économique de Maloukou Tréchet.

Réceptionnant le don, le secrétaire général de la Fondation Congo Assistance, Michel Mongo s'est dit satisfait de recevoir ce bus « pour le bien de la Fondation et de la population ».

La Fondation Congo Assistance est une organisation non gouvernementale aux services des plus démunis. Elle a pour objet de promouvoir l'action sociale, dans les domaines de la santé, du développement, de l'éducation et de la formation pro-

fessionnelle, et l'assistance aux personnes du troisième âge.

Un accent particulier est mis sur la couverture sanitaire et nutritionnelle des enfants déshérités, handicapés, orphelins, et sur leur insertion en milieu scolaire. La Fondation s'est engagée aussi dans l'amélioration des conditions de vie des femmes, en élargissant leur accès aux services de santé et d'information ; les sortir du cycle de la pauvreté, en leur aidant à accéder à l'épargne, aux mécanismes et institutions de crédits, à l'éducation et la formation professionnelle, et les protéger contre toutes formes de violence.

Yvette Reine Nzaba

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

AVIS DE RECRUTEMENT

CONTROLEUR DE GESTION

I. Contexte

Dans le cadre du renforcement de ses capacités institutionnelles et opérationnelles, une Organisation de la Société Civile Congolaise, œuvrant dans des activités d'utilité publique en adéquation avec l'agenda national de diversification de l'économie et de qualification de la jeunesse, recrute un Contrôleur de gestion qui sera en charge du contrôle des engagements, du suivi des budgets et de l'éligibilité des dépenses.

II. Profil du poste

Le Contrôleur de gestion est placé sous l'autorité du Directeur de l'Organisation. Il travaille en collaboration étroite avec les chefs de départements. Il aura pour fonctions et tâches essentielles :

1. Appuyer l'implémentation opérationnelle et financière des stratégies de gestion et adapter les processus et procédures, en vue de l'atteinte des résultats suivants :

- Appui à la mise en conformité du manuel de procédures avec les règles et bonnes pratiques de gestion et de gouvernance

- Respect des lois et règlements en vigueur au Congo applicables à l'Organisation

- Contrôle du respect des règles des bailleurs de fonds dans la mise en œuvre des projets

- Contribution à l'amélioration des processus et procédures de contrôle interne

2. Assurer le Contrôle des coûts et de la performance des activités et projets, en vue de l'atteinte des résultats suivants :

- Contrôle de l'éligibilité des dépenses engagées

- Analyse de l'évolution des prix et des coûts des acquisitions

- Suivi des budgets et actualisation des tableaux de bord de gestion prévisionnelle

- Participation à la clôture des comptes et contrôle des imputations analytiques

- Remontée d'informations des problèmes et irrégularités constatés au Directeur de l'organisation

3. Participer à la facilitation de l'acquisition et le partage de connaissances, en vue de l'atteinte des résultats suivants :

- Organisation de sessions de formation pour le personnel en gestion financière

- Synthèse des leçons apprises et des meilleures pratiques en gestion financière.

- Contribution substantielle aux réseaux et forums de partage

de connaissances.

III. Qualifications compétences et expériences requises

Le candidat doit avoir :

• Diplôme Universitaire de Second Cycle en Comptabilité, Audit, Gestion, Finances ou dans une discipline apparentée. A défaut, un Diplôme Universitaire de Premier Cycle assorti de l'expérience professionnelle pertinente. La reconnaissance professionnelle en tant qu'expert-comptable, comptable agréé, ou équivalent serait un avantage.

• 5 années d'expérience en contrôle de gestion ou dans un domaine directement équivalent : audit interne/externe, évaluation des risques ou contrôle interne sont requis.

• Une expérience en Audit interne ou externe dans une organisation internationale (Système des Nations Unies, Organismes de développement, Cabinets d'Audit et/ou Compagnies multinationales) est hautement préférable.

• Bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels du pack Office (Word, Excel, Powerpoint ...). Connaissance approfondie des tableurs et des bases de données. Expérience avérée de l'utilisation dans un cadre professionnel des systèmes de gestion basés sur internet et des progiciels de gestion intégrée.

• Bonne connaissance du système OHADA

IV. Composition du dossier de candidature

• Une lettre de motivation

• Un curriculum vitae détaillé

• Copies certifiées des diplômes et attestations

• Trois références (dont au moins deux de précédents employeurs, de préférence des superviseurs directs)

V. Lieu d'affectation : Brazzaville

VI. Statut :

Contrat à durée déterminée :

VII. Durée du contrat :

1 an avec possibilité de renouvellement

VIII. Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être envoyés impérativement et exclusivement par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutementcongo2017@gmail.com.

La date limite de dépôt est le 15 juillet 2017.

NÉCROLOGIE

Le directeur des relations avec la presse internationale, ex Centre international de presse a la profonde douleur d'informer le personnel de la présidence de la République et le monde de la presse, du décès du journaliste Antonin Ndaka Yehre, attaché au cabinet du Chef de l'État, en service à la direction des relations avec la presse internationale. Décès survenu le mercredi 14 juin 2017 à Brazzaville. La veillée funèbre se tient après la cité Don Bosco, quartier Massengo Soprogé.



Jean Claude Kimambou, agent Conseimo, annonce aux parents, amis et connaissances, le décès au CHU de Brazzaville, de son fils Kimambou Abouba, le 12 juin 2017, des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au, N°71, rue Bassoundi à Moungali, au croisement avec l'avenue Terre jaune. L'inhumation aura lieu, le jeudi 22 juin 2017 au cimetière public de Makana (Nganga Lingolo).



HAUT CONSEIL NATIONAL DES SAGES DU
CONGO
HCNSC

COORDINATION DEPARTEMENTALE DES SAGES
DU POOL

DEPARTEMENT DE L'ORGANISATION

N°007/HCNSC/CDP/DO

REPUBLIQUE DU CONGO
Dialogue * Entente * Paix

NOTE CIRCULAIRE

A l'attention des Présidents des partis, des Associations à caractère politique et des Individualités

Il se tient en République du Congo en général et dans le Département du Pool en particulier le 16 juillet 2017, les élections législatives couplées aux élections locales. Pareil moment a toujours été pour les populations de certains Districts tels : Mindouli, Kindamba, Vinza, Mayama, Gomatsé-tsé, et plus spécialement Kinkala, une période de totale psychose, d'incivisme effréné et maladroite où la parenté au mépris des principes élémentaires de la démocratie devient vaine.

Les Sages du Département du Pool en cette occasion en appellent à l'esprit de citoyenneté, de fair-play, de respect de la différence et de la dignité humaine, de faire la politique autrement qui doit exister au demeurant dans vos différents Etat-major.

Aussi les Sages vous demandent-ils de conscientiser vos militants respectifs avant, pendant et après les votes, de les préparer et de les amener à accepter le verdict des urnes parce qu'une élection se gagne comme elle se perd et, elle ne constitue en rien une fatalité.

Alors chers Présidents des partis politiques, des Associations à caractère politique et les Individualités gardez-vous de toutes invectives, de tous comportements déviant et aveugles de vos militants tendant aux soulèvements populaires dont les populations du Pool et de Kinkala plus spécialement ne pourront oublier les conséquences sous peine de poursuites judiciaires

J'attache du prix à la présente note circulaire qui ne doit connaître de trahison.

Fait à Kinkala, le 19 JUILLET 2017

Le Président de la Coordination Départementale des
Sages du Pool



RESIDENCE ARCHANGE

À Pointe-Noire, au quartier Siafoumou marché, vers la clinique du Dr Mongo.
Location des chambres climatisées avec un point cuisine.

Contacts: 00 242 06 652 75 29 / 06 820 00 73

Site WEB: residence-archange.jimdo.com

ERRATUM

Dans notre parution n° 2945 du mercredi 21 juin 2017, à la page 6, nous faisons écho de la nomination de madame Joséphine Bomandouki-Olingou Pourou en qualité de Directrice générale de la Fonction publique. Nous tenons à préciser qu'au terme de la note n°088 /MFPRE/CAB du 14 juin 2017 du ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, l'intéressée a été plutôt faite DGFP par intérim.

ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE

La direction de l'école des FAC honore les meilleurs élèves

La direction du centre préscolaire des Forces armées congolaises (FAC) de Pointe-Noire a remis les diplômes d'honneur aux meilleurs enfants de son établissement, le 17 juin, lors de la cérémonie d'émulation de fin d'année scolaire 2016-2017, organisée dans l'enceinte de l'établissement, en présence du conseiller pédagogique en éducation motrice de l'inspection préscolaire de la ville océane, Jean Pierre Bantsounga, et les parents d'élèves.

La cérémonie a permis à la directrice de cet établissement, Gybcia Massamba, de primer deux meilleurs élèves qui ont réalisé des résultats satisfaisants dont la première avec une note de 17 et la deuxième 16. Les deux fillettes ont, en dehors des diplômes d'honneur, reçu les certificats de fin de cycle maternel. Des kits scolaires ont été remis à tous les enfants en fin de cycle préscolaire pour leur entrée au CPI, ainsi que des tableaux d'art aux 63 enfants dudit établissement.

Cependant, pour permettre aux parents de comprendre en quelques heures le travail fait par leurs enfants durant les neuf mois de l'année scolaire, la direction de l'école a organisé une séance de présentation de poésie, de dialogue et d'autres activités culturelles, tels que l'élection miss où douze fillettes du P2 et P3 représentant les douze départements du Congo ont présenté avec exactitude les richesses de chaque département tandis que les garçons ont fait la présentation des pré-

sidents de la République qui se sont succédé à la tête du Congo de 1960 à nos jours.

À l'issue de cette cérémonie très riche en information, le conseiller pédagogique en éducation motrice s'est dit très satisfait. « La fête s'est bien passée, j'ai une bonne impression du travail réalisé par les éducatrices, bravo à toutes. Je suis très ému de la prestation des enfants surtout de la meilleure élève qui a joué le rôle de l'enseignante, elle s'est fixé un objectif au début de sa leçon jusqu'à l'atteindre à la fin de la leçon c'est à féliciter. Aussi a-t-il ajouté je lance un appel aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école publique des FAC situé en diagonal du service d'hygiène dernier l'hôpital Militaire où les frais scolaires sont très abordables pour toutes les bourses », a indiqué Jean Pierre Bantsounga.

Les cris de cœur des enfants

Dans son mot de circonstance, la directrice de l'école, Gybcia Massamba, a soumis ses doléances



Les enfants en fin de cycle préscolaire

aux autorités publiques pour la réparation des jeux des enfants et de la toiture de l'unique bâtiment qui abrite les trois salles de classe. « Je suis très ravi et je rends grâce à Dieu qui nous a gardés et nous n'avons pas eu des cas de fractures des enfants ou d'autres incidents.

Nous avons eu cette année des enfants obéissants, disciplinés et travailleurs mais, à côté de cette note positive, nous avons eu aussi quelques difficultés liées au financement. Ce qui ne nous a pas permis de réparer les jeux des enfants et c'est grâce aux frais d'écolage que

nous avons pu faire manger les enfants durant les neuf mois », a-telle indiqué Gybcia Massamba. Tous les parents ont été émerveillés de la prestation de leurs enfants et ont promis renouveler leur confiance à cette école.

Charlem Léa Legnoki

SCÈNES OUVERTES

Une finale au sommet de la discipline

Organisée par l'Institut français du Congo (IFC), la finale de la deuxième édition des scènes ouvertes spéciales hip-hop aura lieu le 24 juin au quartier La caravane, dans le sixième arrondissement de Pointe-Noire.

Les candidats étaient nombreux aux éliminatoires sur les différentes scènes ouvertes érigées à travers la ville, notamment au stade Tata Lobo, au cercle culturel pour enfant et au lycée de Mpaka. Mais seulement sept d'entre eux, dont une jeune femme, ont pu atteindre le dernier carré. Ces jeunes artistes ont prouvé l'étendue de leur talent et ont réussi non seulement à faire vibrer l'audience mais également à proposer une prestation enflammée au rythme du son proposé.

Aujourd'hui, ils rêvent d'un premier sacre, celui de remporter la finale des scènes ouvertes. Pour y parvenir, ils devront d'abord réussir à captiver l'attention du public en proposant un spectacle émouvant avec de nouvelles formes artistiques surprenantes et enthousiasmantes.

Devant des spectateurs de toutes générations et alimentée par des shows spec-

taclaires entre les battles et une animation assurée par le tandem de choc, composé de Melos Distroy et Amede Chacal, cette finale promet d'être un événement au sommet de la discipline.

Initiée par l'IFC, ces scènes ouvertes donnent à ces jeunes amateurs l'opportunité de vivre leurs premières pressions sur une vraie scène et devant un vrai public, mais surtout la possibilité de vivre une expérience digne d'artistes confirmés.

En effet, l'IFC soutient tout au long de l'année des jeunes artistes amateurs vivant dans la ville de Pointe-Noire à se faire connaître du grand public. A travers cette activité, il a installé une atmosphère de collaboration inédite avec ces jeunes artistes en devenir. Notons que les gagnants de cette finale seront programmés pendant la troisième édition de la semaine des Cultures urbaines qui aura lieu en octobre 2017. Cette finale sera également marquée par les concerts de Mixtone et de Jehf B du groupe Racines, dans un duo inédit avec la Camerounaise Lady B, artiste de hip-hop talentueuse et engagée.

Hugues Prosper Mabonzo

CÉLÉBRATION

Les travailleurs de la ville océane ignorent la journée internationale de la Fonction publique

Le 23 juin de chaque année, la communauté internationale fête la journée internationale de la Fonction publique pour souligner le rôle combien durable et promouvoir l'innovation au sein des services publics.

Lorsqu'on interroge certains fonctionnaires de l'Etat vivant à Pointe-Noire, nombreux n'ont pas une idée nette de ladite journée, mais ils souhaitent voir la fonction publique être performante et efficace et saluent, de ce fait, les états de lieu et restructurations qui se passent au sein de la Fonction publique congolaise pour amener à saisir les effectifs réels des agents de l'Etat. « Oui, je sais qu'il y a une journée internationale de la Fonction publique, mais je ne sais pas exactement la date de celle-ci. Je pense que cette journée vise à redynamiser toutes les Fonctions publiques de tous les pays du monde entier afin qu'elles soient réellement au service du public. Au Congo par exemple, on a tout un ministère qui s'occupe de ces questions, mais je me demande s'il y aura célébration ou pas. Au passage? je salue ce qu'a organisé récemment ce ministère sur le contrôle des effectifs afin qu'un sang nouveau

soit donné à notre Fonction publique », a déclaré Léa FounGUI, fonctionnaire de l'Etat.

Créée par les Nations unies pour saluer la contribution de la Fonction publique au processus de développement, cette journée, soulignait en 2016 l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, doit être à la fois compétente, bien équipée et dotée de ressources suffisantes et surtout être véritablement au service de la population tout en améliorant les vies des plus pauvres et des vulnérables.

Dans le souci même d'une Fonction publique efficace et réellement au service des populations, l'ONU s'est engagée très tôt dans la promotion de ladite journée à créer un « prix d'excellence du service public » qui est la plus prestigieuse reconnaissance internationale de l'excellence dans le secteur public. Elle récompense des réalisations les plus créatrices ainsi que les contributions des institutions du service public qui mènent à une administration publique plus efficace et réactive dans tous les pays du monde.

A travers cette compétition annuelle, l'ONU renforcera le rôle, le professionnalisme et la vi-

sibilité du service public.

Où sont passées les émulations à la Fonction publique ?

Aimé Ondzié a répondu à notre question. Pour lui, au cours de la célébration de ladite journée, certains ministères devraient saisir l'occasion afin d'organiser des cérémonies d'émulation qui sont aussi un moyen de créer l'esprit déontologique au sein des administrations publiques où certains agents de l'Etat continuent de briller par des velléités d'absentéisme et d'autres antivaleurs freinant ainsi la bonne marche de l'administration publique.

Notons que les premiers vocables qui ont donné naissance à ce concept de Fonction publique sont à rechercher dans l'époque moyenâgeuse dont les plus importants sont les officiers et les commissaires qui sont deux groupes d'agents publics. Ainsi, le binôme « Fonction publique » désigne un ensemble de personnes travaillant au sein des administrations publiques. Les agents de la Fonction publique relèvent des régimes juridiques variés. Certains sont titulaires, d'autres contractuels. Tout membre de la Fonction publique est appelée fonctionnaire de l'Etat.

Faustin Akono

18^e CHAMPIONNATS AFRICAINS DE BOXE

Ngamissengué a encore mis KO

Les boxeurs congolais ont connu 100% de réussite le mardi lors de la quatrième journée des 18e championnats africains. Anael Ngamissengué Mpi a encore fait parler de lui dans les 75kg.

Le Congolais a battu par KO au premier round le Botwanais Zibani Chikanda lors de la dernière étape des préliminaires. Il a réédité l'exploit de son premier combat la veille qui lui avait permis d'envoyer le Béninois Justin Hounkpevi au tapis en moins d'une minute.

Ngamissengué n'entend pas s'arrêter là. Le boxeur a promis donner le meilleur de lui-même pour gagner la médaille dans cette compétition et se qualifie pour les championnats du monde à Hambourg en Allemagne. Engagé dans les 60kg, Fabrice Henri Nzaou, l'autre Congolais a battu le Capverdien Alberto Sousa Wilson Tavares par arrêt de l'arbitre au 3^e round.

« J'ai envie d'aller le plus loin possible pourquoi pas me qualifier pour les championnats du monde en Allemagne. C'est mon objectif. Pour cela j'ai besoin du soutien de tous les Congolais. C'est déjà

bien ce qu'ils sont en train de faire. Je veux plus afin de gagner la médaille. Après nous allons rencontrer le président de la République pour lui dire que le football n'est pas le seul sport qui peut faire honneur au pays. Il y a aussi la boxe », a indiqué Fabrice Nzaou.

Dans les 52kg, le Congolais Dalvin Loïc Nguimbi s'est imposé aux points devant le Kenyan Simon Mulinge. « J'ai gagné ce combat parce que j'ai respecté les consignes des entraîneurs. L'adversaire était plus expérimenté que moi parce qu'il a participé à beaucoup de compétitions. Je vais continuer à me battre dans le but d'aller en Allemagne », a commenté Dalvin Nguimbi. Les trois combats des Congolais faisaient partie des vingt-neuf programmés le 20 juin. En voici quelques résultats :

Chez les dames dans les 75 kg, la Marocaine Ettir Amina s'est qualifiée pour la finale en bat-

tant aux points la RD Congolaise Jorbelle Malewu Tekasala. Dans l'autre demi-finale de la catégorie, la Camerounaise Clotilde Essiane a pris le meilleur également aux points devant la Kenyanne Elisabeth Akinyi.

Chez les messieurs, les préliminaires se poursuivaient. Dans la catégorie des 52kg, le Malgache Marco Jérôme Andrianarivelo a battu aux points l'Ougandais Miiró Juma. Le Botswanais Mohammed Otukice Rajah a gagné son combat face au Sud-africain Nocele Bongani après l'arrêt de l'arbitre. Le Marocain Daraa Abdelali l'emporte devant le Sénégalais Sow Pape Mamadou aux points. Dans les 60kg, l'Algérien Benbaziz Reda a battu le Centrafricain Gildas Bangana également aux points. Le Botswanais Molaladata Kefentse a battu aux points le Sénégalais Wade Ibrahima. Le Maurien Jean John Colin s'est imposé aux points devant le Malgache Julien Rajaonarison Nomenjanahary. Le Kenyan Nicolas Okoth Okongo a dominé aux points le RD Congolais Mandula Mtshita. Le Zambien Emmanuel Ngoma



Anael Ngamissengué Mpi (Adiac)

bat le Namibien Matheus Kasolo aux points. Le Nigérian Lawal Riliwan Owolabi a fait la différence devant l'Angolais Gomes

Francisco Manuel aux points. Le Marocain Hamout Mohamed gagne aux points l'Égyptien Abdelal Hesham Yehia Mahmoud.

James Golden Eloué

TRANSFERTS

Fernand Mayembo signe pour 2 ans en faveur de Grenoble

Fernand Mayembo, 21 ans, s'est engagé ce mercredi en faveur de Grenoble, qui évoluera en National 1 la saison prochaine.

Malgré un temps de jeu limité par une blessure à la cuisse (3 matchs, 257 minutes de jeu), Fernand Mayembo faisait partie des priorités de Grenoble, promu en National 1 la saison prochaine.

Lors du stage de Lisses, le défenseur central de 21 ans, faisait état de ses interrogations : « Grenoble veut absolument que je revienne et Niort veut que je reste. Je dois faire le bon choix, car à mon âge, la priorité est



de jouer régulièrement. Quitte à redescendre d'une division, pour monter plus haut par la suite ».

Le robuste défenseur central (1m84, 86 kilos) a finalement tranché en faveur du club isérois : après avoir résilié son contrat, qui courait jusqu'en juin 2018, avec son club formateur, il a donc signé ce mercredi en faveur du GF38.

Mayembo sera à la reprise de l'entraînement lundi 26. Avec ses coéquipiers, il partira ensuite en stage, le 8 juillet, en Savoie. Le premier match amical de cette intersaison est programmé le 15 juin face à Annecy.

Camille Delourme

Dzabana sollicité par Bourg-en-Bresse



Alan Dzabana et Lyon seront-ils intéressés par la proposition de Bourg-en-Bresse? (DR)

Selon nos confrères du Progrès, Bourg-en-Bresse a sollicité le prêt d'Alan Dzabana pour la saison à venir. Passé pro en mars dernier, le meilleur buteur de la réserve lyonnaise sur une saison (15 buts) n'est pas assuré de bénéficier d'un temps de jeu en équipe première lors du prochain exercice.

La proposition du club de Clevid Dikamona, sous contrat jusqu'en juin 2018, pourrait offrir l'occasion au petit-fils de « Jadot » Germain Dzabana de poursuivre sa progression en Ligue 2.

Reste à savoir si le joueur et l'OL sont intéressés.

C.D.

TAEKWONDO

Le Congo prend part à la 28^e Assemblée générale de la Fédération mondiale

« Il sera question pour nous de tout faire pour regagner notre statut de membre votant à l'Assemblée de la Fédération mondiale de Taekwondo. Ce qui se fera assurément après ces assises. Nous voulons que le Congo soit regardé autrement au niveau mondial », a indiqué le secrétaire général adjoint de la Fédération congolaise de la discipline (Fecotae), Thomas Moutala, qui a effectué le déplacement de la Corée du sud pour représenter le Congo à ces assises. Les travaux de ce grand rendez-vous débiteront ce 23 juin. L'objectif majeur étant le renouvellement des instances dirigeantes de la Fédération mondiale, WTF en sigle.

Les travaux de l'Assemblée générale seront couplés au championnat du monde de la discipline, dans les versions hommes et dames. Le Congo n'a aligné qu'une seule compétitrice venue de la diaspora, Beverly Matomé, qui sera accompagnée par son entraîneur de nationalité française. « Le choix a été porté sur Beverly Matomé parce qu'elle est active en France aussi du fait de ses performances », a expliqué Thomas Moutala. Sur la crise que traverse le Taekwondo au plan national, le secrétaire général adjoint a lancé un appel à l'unité et au sens de la responsabilité à l'ensemble des taekwondoïns pour l'avancement de la discipline. « Les cadres du ministère des Sports doivent aussi regarder la situation du taekwondo congolais autrement pour mieux la régler », a-t-il déclaré en espérant que les conclusions de la 28^e assemblée générale de la WTF aient des répercussions positives sur la nouvelle orientation à donner à la marche de la Fecotae.

Rominique Nerplat Makaya